

LES VRAIES RAISONS DE LA COLÈRE DE SAULNIER



En attaquant de façon spectaculaire la Compagnie des Jeunes canadiens, le président du Comité exécutif de la ville de Montréal visait, en fait, les comités de citoyens. Le principal effet de la trentaine de perquisitions qui ont suivi la conférence de presse du 11 octobre a été de nuire à l'action de ces comités qui constituent à l'heure actuelle la seule opposition un tant soit peu agissante face à une administration qui règne dans le silence. Tout sur les comités de citoyens pages 11, 12, 13 et 14.

**UN CRI DU LOINTAIN PAYS
LE NORD-OUEST DOIT APPRENDRE
À SE PASSER DES POLITICIENS** PAGE 4

ET AUSSI:

Le point de vue d'André Langevin page 5
La chronique-éducation de Jules Leblanc page 7
Québec-Santé avec le Dr Serge Mongeau page 15
Le poster de Marc Nadeau page 16
L'art de protester de Claude Jasmin page 19
Le sport vu par Marcel Dubé page 22

SANS OUBLIER:

Québec-partout, le billet de Jacques Guay, Maclean assassiné, courrier-éducation, Québec sait acheter, Québec-monde, les mots l'fun, Yvon Deschamps, le cinéma d'ici, la chronique de télévision, la page des jeunes, Québec-sport et LE ROMAN-FEUILLETON.



QUÉBEC-PARTOUT

Québec-Partout. C'est plus qu'un titre de chronique. C'est un défi, un défi à la grandeur du pays. Le Québec ce n'est pas seulement Montréal, Québec, Trois-Rivières ou Sherbrooke. C'est le Nord-Ouest, la Côte-Nord, la Gaspésie, le Lac-Saint-Jean et le Saguenay. Ce n'est pas seulement la grève des policiers à Montréal. C'est aussi une mine qui ferme quelque part en Abitibi ou un village qui disparaît dans la Matapédia. Québec-Partout est à se bâtir à travers le Québec un réseau de correspondants. Québec-Partout chaque semaine sera à l'écoute des régions.

J.G.

GRANBY A DES PROBLÈMES...

(GRANBY-DNC) Depuis un mois environ, Granby est devenue nostalgique. Ses habitants, les Granbyens, n'hésitent pas à évoquer l'époque où leur ville pouvait se targuer d'être "la Princesse des Cantons de l'Est" époque où les problèmes étaient inexistantes ou pour le moins n'étaient pas encore apparents, enfin époque où ils avaient un "bon maire", M. P. Horace Boivin.

Cette attitude s'explique du fait que depuis un mois, la fièvre électorale s'est emparée de Granby. Le 2 novembre prochain, des élections doivent être tenues pour les huit sièges du conseil municipal et la mairie. Et comme en beaucoup d'endroits, à la veille des élections, la population se réveille et cette fois-ci, le réveil est brutal. Non pas que le conseil actuel soit corrompu, mais parce que la ville est aux prises avec de graves problèmes de développement. Un certain défaitisme ré-

gne parmi la population et les nombreux candidats se servent du désarroi des gens.

La situation économique se détériore. Non seulement les industries ne viennent plus s'y établir, mais certaines ferment leurs portes. Ainsi, il y a déjà quelques années, une importante industrie de produits chimiques employant 1.450 personnes a quitté Granby pour aller s'établir dans les Maritimes. Au cours de l'été, l'Imperial Tobacco annonçait sa décision de fermer, de façon progressive, d'ici trois ans, son usine qui donne de l'emploi à 500 personnes.

Quant aux autres industries, on retrouve une nette prédominance des secteurs textile et plastique, ce qui implique une moyenne de salaires très basse. Évidemment ces fermetures ont des conséquences directes sur le commerce local.

D'autre part, sur le plan régional, Granby subit une forte concurrence des villes environ-

nantes qui contestent son leadership, qu'elle peut d'ailleurs assez mal assurer en raison de sa situation économique et de l'absence d'une infrastructure adéquate, situation principalement flagrante quant au réseau routier et sur le plan administratif.

Si plusieurs sont portés à accuser l'actuel conseil municipal, ce n'est pas en raison d'un manque de réalisations importantes de sa part. Ce serait plutôt, comme l'explique la Chambre de Commerce locale, que la ville a connu antérieurement un développement trop rapide qui a entraîné des problèmes d'ordre technique. Ajoutés à cela l'absence pendant longtemps de politique à long terme de développement et les retards à exécuter des projets essentiels, et Granby se trouve prise au dépourvu alors qu'industriels, commerçants et salariés espèrent une relance de l'économie.

Le maire actuel, M. Paul-O.

Trépanier, et les conseillers font valoir, pour leur part, qu'ils ont voulu, au cours de leur dernier terme, donner à la ville les outils qui lui faisaient défauts: un parc industriel qui sera complété au printemps, un plan d'urbanisme et un nouveau plan de zonage, l'amélioration des réseaux d'égouts et d'aqueduc par la construction d'une réserve d'eau, l'annexion de territoires, etc.

Les membres du conseil devront donc convaincre l'électorat de la valeur du programme qu'ils ont entrepris et de la nécessité de le poursuivre s'ils veulent être reportés au pouvoir, car tous ont manifesté leur intention de briguer de nouveau les suffrages à l'exception de Paul-O. Trépanier qui retarde sa décision.

Les candidats connus sont MM. J.-Armand Bouchard, un professionnel membre de l'actuel conseil municipal; Jacques

Hannon, un courtier d'assurances, ancien candidat conservateur à une élection fédérale; Jean-Louis Tétrault, un homme d'affaires qui projette une image d'homme du peuple; et Me Jean Arès, un autre homme d'affaires qui lui veut projeter une image sécurisante.

Quant aux candidats à l'échevinage, ils sont nombreux: 16 présentement dont sept conseillers sortant de charge, et leur nombre augmentera sensiblement selon toute vraisemblance.

Les thèmes qu'ils mettent de l'avant sont souvent identiques à ceux des candidats à la mairie avec des variantes du genre "représenter le petit propriétaire et le salarié".

Il reste que l'intérêt de la population est soulevée et que cette élection sera unique dans l'histoire de la ville.

LES JEUNES CANADIENS SONT PRÉSENTS

Comme l'écrit notre correspondant la fièvre électorale a gagné Granby à la veille des élections municipales.

Au moment d'aller sous presse une dépêche d'agence confirmait cette observation. Le maire Paul-O. Trépanier, membre influent et candidat défait du Parti conservateur, joignait

sa voix à celles qui s'élèvent contre l'action des Jeunes Canadiens.

Il accusait la Compagnie de se livrer dans sa ville à des activités secrètes visant à lui créer une opposition et à "blackbouler" un projet de rénovation urbaine.

Les Jeunes Canadiens sont à

Granby depuis un an. Ils peuvent ouvertement avec le Conseil central de la C.S.N., la J.O.C. et autres groupes déjà existants. Avec le Conseil central ils travaillent plus particulièrement dans "Le Petit Mexique", une zone grise de la banlieue de Granby. Ils ont effectivement organisé des réu-

nions de citoyens pour discuter d'urbanisme et à l'une d'entre elles l'architecte-maire Trépanier a pu prendre la parole durant presque toute une soirée.

En fait les Jeunes Canadiens à Granby sont... deux.

Ou ils sont particulièrement efficaces ou l'administration

est particulièrement faible. A moins que le mécontentement des citoyens soit particulièrement fort.

Peut-être ne s'agit-il ici en définitive, que d'une de ces déclarations que les politiciens regrettent après les élections.

Jacques Guay.

DES LOCATAIRES... MAÎTRES CHEZ EUX

HULL (DNC) Deux pigeons s'aimaient d'amour tendre... mais quand ces pigeons sont d'une part le propriétaire d'une maison de rapport et d'autre part l'association des locataires de ce même immeuble, il y a de quoi se poser des questions.

En effet, les 200 familles de Place Vanier, à Hull, ont compris, sous l'initiative de leur président, M. Pierre Benoit, que la participation pouvait exister et qu'ils avaient leur mot à dire dans l'organisation de leur quotidien.

LES FAITS

L'an dernier, un homme d'affaires de Hull, qui est à la fois propriétaire et contracteur, Jim Bisson, décide de se prévaloir, pour la construction d'un complexe de 200 logis, de l'article 16 de la Loi nationale sur l'habitation. Grosso modo, c'est un arrangement avec la Société centrale d'hypothèque et de logement qui prête l'argent à un taux d'intérêt moindre que le taux courant (6½% et 7% au lieu de 9½%). Le propriétaire s'engage lui à ne pas faire plus que 5% de profit sur l'ensemble de son investissement, et le prêt

peut s'échelonner sur une période de 50 ans (Prêts aux compagnies de logement à dividendes limités). C'était déjà faire preuve de beaucoup d'initiative. Et le secret de Jim Bisson, c'est qu'il a sa propre compagnie de construction, donc qu'il n'est pas égorgé par d'autres et qu'il y trouve son propre profit. En retour, la SCHL exerce une surveillance étroite sur l'administration et les livres du propriétaire. Seuls les frais d'administration plus coûteux peuvent justifier une augmentation du coût des loyers et non pas la hausse des taxes municipales ou du "justificateur" coût de la vie.

Un fonctionnaire du gouvernement fédéral, M. Robert Benoit, qui est assistant coordonnateur des projets de logement pour le Grand Nord canadien et locataire à Place Vanier, décide avec quelques autres, d'organiser une association de locataires. Sur 200 familles, 196 y adhèrent. Le coût annuel, \$3.50.

Les deux buts de l'Association, du moins les premiers: économique et social. L'idée bien entendu, c'est que les frais d'ad-

ministration du propriétaire n'augmentent pas pour que les loyers restent à un prix raisonnable, donc éducation des locataires vis-à-vis la conservation et la propreté de leur appartement, participation à l'organisation des loisirs, gardien de piscine, garderies d'enfants... la possibilité d'une coopérative de consommation (jusqu'à 20 p. 100 de réduction dans certains magasins, etc.). Deux autres buts, culturel et politique: achat par groupe et à coût réduit de billets pour le Centre national des Arts, cinéclub, rédaction de mémoires aux ministères provinciaux et fédéraux qui s'occupent d'habitation, prise de position de l'association sur des projets de rénovation urbaine à Hull et possibilité d'appuyer officiellement un candidat aux prochaines élections municipales qui se feront possiblement aux suffrages universelles, non plus par quartiers.

L'AVENIR

Il y a dans la ville de Hull 1421 loyers officiellement déclarés et

quatre grandes concentrations de locataires. Le but de l'Association est de s'étendre afin de faire face à d'autres propriétaires moins scrupuleux du bien-être de leurs locataires (et ça existe...)

La création d'une fédération qui grouperait les quatre associations et les locataires "indépendants", ces derniers étant souvent les plus exploités, serait un précédent dans la province.

Et quand un propriétaire accepte de changer après discussions avec l'Association, certaines clauses du bail et qu'il voit l'utilité de la consulter sur ses projets de construction et ce jusqu'à changements des plans; surtout quand ce même propriétaire se dit heureux et qu'il affirme que ce sont les locataires avant tout qui doivent s'exprimer parce que ce sont eux qui y vivent quotidiennement, les temps changent. Les mots information, éducation, participation deviennent palpables dans la réalité quotidienne et font que des individus, par l'entremise d'une association, participent à la Cité.

QUEBEC-PRESSE

6440 25ième ave Rosemont
Mtl. 409
Tél.: 374-4610
Publié par l'Association coopérative
des éditions populaires
Tél.: 374-1280
Composé par les Entreprises Gérard
Imprimé aux Editions du Richelieu
à St-Jean
Tirage et abonnement
Tél.: 325-4564
Distribué par Métro Distribution
Tél.: 721-0362
Publicité: Citation
Tél.: 374-1242

Abonnements: 12 dollars par année
Affranchissement payé en numéraires
au tarif de la troisième classe
Permis no 109 St-Jean Québec
Port de retour garanti-Case postale 216
St-Jean, P.Q.

— 38 —

AU LAC ST-JEAN

DES COOPÉRATIVES QUI SE FONT CONCURRENCE

Des coopérateurs du Lac-Saint-Jean veulent remettre en question le coopératisme tel qu'on le pratique présentement.

Dans une ville de 23.000 habitants, Alma, ville où la participation aux diverses coopératives est une des plus forte au Québec, des coopérateurs se posent maintes questions sur le nombre d'organismes auxquels ils sont appelés à adhérer comme sociétaires.

Qu'on juge: dans l'Alimentation, deux coopératives de dis-

tribution; dans l'Épargne et le Crédit, deux caisses populaires, deux caisses d'économie, une autre en voie de formation et un syndicat d'entraide économique; dans la distribution des produits agricoles (lait, fromage, viande), deux coopératives.

Chacune de ces coopératives a sa propre administration formée de 8 à 18 personnes. En tout 124 administrateurs.

Ces différentes administrations ne sont pas seulement autonomes les unes des autres,

mais elles sont également souvent rivales ou concurrentes même à l'intérieur d'un même secteur d'activités. Ainsi de fréquentes frictions ont lieu entre les deux coopératives d'alimentation, ainsi qu'entre les caisses populaires et les caisses d'économie.

Les coopérateurs constatent aussi que chacune de ces coopératives est affiliée à autant d'organismes supérieurs qu'il y a de secteurs d'activités et même parfois à des organismes supé-

rieurs différents au sein d'un même secteur. Ainsi le secteur épargne et crédit. Les caisses populaires ont leur union régionale et leur fédération (deux fédérations même, celle de Lévis et celle de Montréal). Les caisses d'économies ont également leur union régionale et leur fédération.

Les coopératives ont évidemment chacune leurs délégations qui doivent assister aux réunions, séances d'étude et congrès de ces organismes supérieurs.

De plus en plus des coopérateurs se demandent s'il n'y a pas là un gaspillage de bonne volonté, d'énergies, d'efforts et d'argent. Non seulement cela n'est pas conforme aux buts des coopératives mais c'est de nature à en faire des organismes divisés qui contribuent à l'exploitation autant que l'entreprise privée.

C'est contre cette situation que des coopérateurs du Lac-Saint-Jean ont décidé de lutter.

par JEAN-PAUL TREMBLAY

QUÉBEC-PRESSE

LETTRE AUX LECTEURS

Et voilà! C'est le premier numéro de Québec-Press. C'est, nous l'espérons, un journal différent. Différent pour deux raisons. Il n'est pas financé comme les autres journaux. Et c'est, en fait, deux journaux dans un.

Québec-Press est un journal indépendant. C'est le seul journal paraissant en français le dimanche qui ne fait pas partie de l'empire Paul Desmarais-Power Corporation. Il appartient à une coopérative, la Coopérative des publications populaires. C'est une coopérative comme toutes les autres. Chaque sociétaire n'a qu'un vote.

Qui en fait partie? Des syndicats membres des grandes centrales, Fédération des travailleurs du Québec, Confédération des syndicats nationaux, Corporation des enseignants du Québec, des caisses populaires, des coopératives, des mouvements démocratiques et des individus. Tous ceux qui ont souscrit une part sociale de 100 dollars.

Qui dirige le journal? Le contenu est sous la seule responsabilité d'un comité de rédaction formé de deux tiers de journalistes et d'un tiers de représentants de l'administration.

Quels sont les journalistes? Une trentaine de journalistes d'expérience qui ont fait leur marque dans la presse écrite ou parlée et des jeunes choisis en fonction de leur formation académique et de leur disposition pour l'information. Inutile de les nommer ici, le lecteur les retrouvera à la lecture de ces premières pages.

Québec-Press c'est deux journaux dans un. C'est dans sa section, ÉDITION DU DIMANCHE, un quotidien du dimanche rapportant les nouvelles du samedi. C'est dans sa section, TOUTE LA SEMAINE, un hebdo qui publie des dossiers, des chroniques et qui fait le point sur les grands sujets d'actualité.

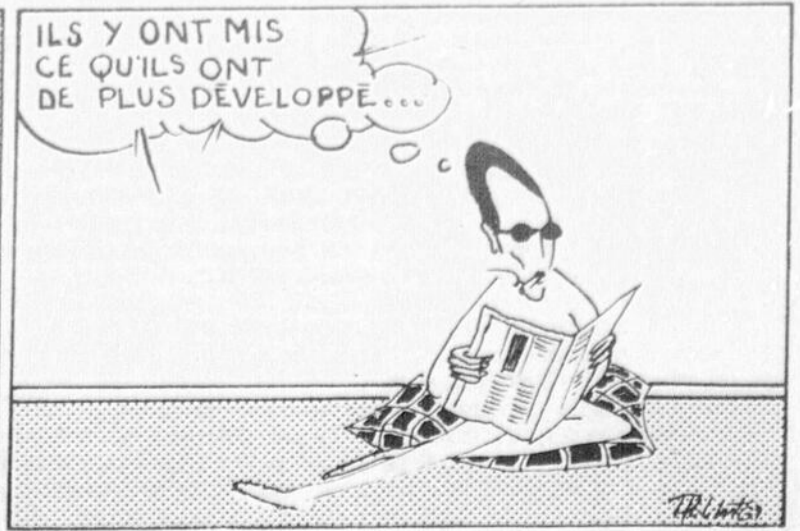
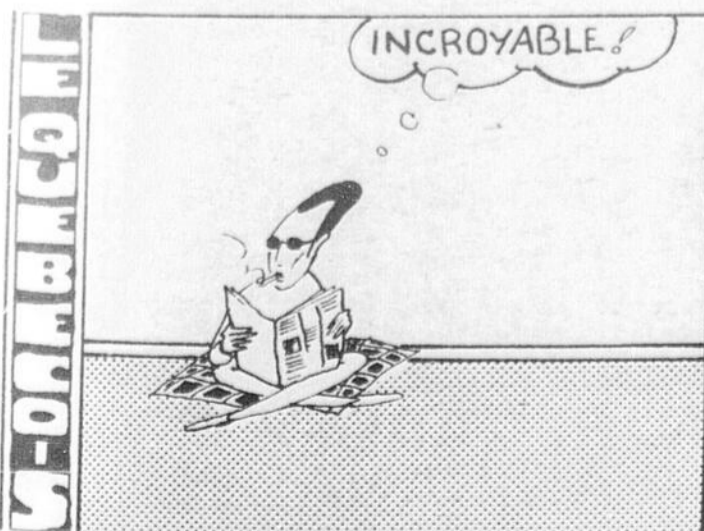
Québec-Press est vendu présentement le dimanche dans les principaux centres du Québec. Partout ailleurs sa

section, TOUTE LA SEMAINE, est vendue durant... toute la semaine.

Dans un avenir que nous espérons prochain, Québec-Press paraîtra le dimanche partout au Québec. Dès que nous aurons partout des équipes pouvant nous fournir les nouvelles de dernière heure et en assurer la distribution. Québec-Press ne veut pas être un journal montréalais, mais un journal national.

On peut s'y abonner en versant 12 dollars par année à l'adresse indiquée dans la cartouche paraissant en page deux de L'ÉDITION DU DIMANCHE et en page deux de TOUTE LA SEMAINE.

Québec-Press se veut un journal populaire, c'est-à-dire destiné à tous ceux qui croient en une information libre et intelligente. De nombreuses chroniques sont ouvertes aux lecteurs dont celles du Dr Serge Mongeau et de Jean Laberge. Les lecteurs sont invités à faire parvenir leurs opinions. C'est leur journal. JACQUES GUAY



LE NORD-OUEST DOIT APPRENDRE À SE PASSER DES POLITICIENS

par Michel Brind'Amour



Venez vivre dans l'Abitibi-Témiscamingue. Les gens d'ici, qui sont des descendants des déportés de la crise 1929, seront heureux de vous recevoir et de vous faire une place dans leur immense pays. Dans le Nord-Ouest nous avons des milliers de fermes abandonnées: nous vous en donnerons gratuitement. Nous avons aussi des mines qui ferment: nous vous les ferons visiter. Nous avons même des villes fermées: nous en ferons le tour ensemble.

Dans l'Abitibi-Témiscamingue, c'est la paix du nord. Pas de BOOM, ni supersonique, ni économique. Pas de danger d'expropriation: nous n'entendons jamais parler des gouvernements ici. Ils ont dit il y a 10 mois qu'ils enverraient une mission de planification; mais il ne faut pas s'effrayer: ils ne viendront pas avant 20 ans. Nous essayons de nous en passer des gouvernements. Ainsi, nous construisons nos routes nous-mêmes. Présentement nous nous dirigeons vers la Baie James. La prochaine route que nous mettons en chantier sera la route Belleterre-Le Domaine. Cette route nous permettra de rapatrier nos gens de Témiscamingue qui doivent passer par l'Ontario pour se rendre à Québec.

2 LACS PAR TÊTE

Nous avons des tas de choses à faire: une forêt cinq fois grande comme la Belgique à aménager; un sous-sol plein de roches d'or, de plaques de cuivre et de poutres de fer à déterrer; des rivières à harnacher qui ont la valeur d'au moins trois Manicouagan. Dans le Nord-Ouest, il y a 2 lacs par tête d'habitants; nous voulons y recevoir tout le Québec (sauf les politiciens). Venez nous aider à maîtriser ce pays d'hommes libres. Nous libérerons nos 40,000 assistés sociaux (le quart de notre population). Nous créerons les 20,000 emplois dont nous avons besoin. Nous essaierons d'oublier le chiffre 777 (revenu personnel per capita dans le Nord-Ouest).

"De loin vous savez, lorsque les politiciens se chicanent, on les entend à peine". Ce cri lancé dans la presse québécoise, on l'a peut-être entrevu dans l'un ou l'autre de nos quotidiens. Ce cri vient du Conseil Economique Régional du Nord-Ouest québécois.

L'Abitibi-Témiscamingue, région totalement inconnue de nos gouvernements, de notre presse nationale (qui est contrôlée par les mêmes intérêts), où la plus grande richesse est le sous-développement économique, social et culturel.

Le Nord-Ouest québécois représenté par Réal Caouette et ses contradictions; 175,000 de population coupés de la civilisation, n'ayant comme divertissement qu'une télévision et une presse asservies. Mais le Nord-Ouest, c'est plus que ça: pour certains le Nord-Ouest, c'est l'espoir d'un Québec nouveau.

LES MILLIONS DE LA NORANDA

On pourrait parler des millions de profits de la Mine Noranda, de la CIP ou de la Domtar...

On pourrait dire que ça fait au-delà de cinquante ans que le Nord-Ouest est représenté aux gouvernements...

On pourrait essayer d'expliquer ce sous-développement par des chiffres qui n'aboutiraient qu'à la conclusion que ce pays est colonisé.

Une région marginale divisée en sous-régions qui ne se rencontrent pas. Une histoire d'à peine 35 ans; une population qui diminue; une main-d'oeuvre concentrée dans les secteurs primaire et tertiaire; d'un revenu presque aussi inférieur que la Gaspésie, la région du Nord-Ouest est celle qui attend que le gouvernement se décide un jour à envoyer une mission de planification, pour venir nous dire qu'il faudrait attirer les touristes, qu'il faudrait planifier l'industrie touristique etc... Une population qui attend, en voyant ses fils quitter le pays pour la grande ville, une population qui attend pour partir.

Et pourtant, demandez à n'importe quel de nos députés si le Nord-Ouest est une région prospère; on vous répondra sans hésiter un gros oui béat. Abonnez-vous à nos journaux (la seule région où aucun quotidien n'est publié) et vous penserez que l'Abitibi-Témiscamingue est une région sans problème où la prospérité est le lot de tous.

Des problèmes aigus se vivent tous les jours. Une fermeture de mines pour les abitibiens, c'est une chose qui peut arriver d'une journée à l'autre; et ceci implique la mort à plus ou moins long terme d'une localité jusqu'à prospère.

UNE TERRE DE ROCHES

La production agricole dans le Nord-Ouest a diminué de près de 40%, ce qui fait dire à certains que nous vivons sur une terre de roches. Dans le secteur économique, 41% de la population active oeuvre dans le secteur primaire.

"Ici on ne transforme pas c'est pas payant". 8% de la main-d'oeuvre travaille dans le secteur secondaire et pour poursuivre la comparaison avec tous les pays sous-développés du monde, 51% de la main-d'oeuvre travaille dans le secteur tertiaire.

La situation économique du Nord-Ouest parle par elle-même, une situation qui ne semble pas s'améliorer si on tient compte qu'il manque 10,000 emplois et qu'ainsi 40,000 assistés sociaux ne peuvent participer au développement de la région.

Sur le plan social, le Nord-Ouest vit un siècle en arrière. Sous la protection paternelle de grandes compagnies où l'on n'accepte aucune contestation (l'expérience de Maurice Loyer) l'individu abitibien dépend d'une façon absolue de quelques géants économiques. Il vit

dans une ville fermée, ses droits sont réduits au strict minimum, il va de soi: la compagnie possède de sa destinée, donc sa vie.

La vie politique dans le Nord-Ouest se traduit par le phénomène Caouette. Réal Caouette c'est l'image de la marginalité, des gens tannés de se faire fourrer et (une expression entendue) un dévouement régional. Réal Caouette est le canalisateur des frustrations de l'Abitibi-Témiscamingue; il n'a aucun pouvoir.

Voilà! le Nord-Ouest est une région sans pouvoir. Cette faiblesse de pouvoir provient à la fois de la structure socio-politique intérieure et de l'éloignement des centres de décision. L'éparpillement de la population sur un vaste territoire a multiplié les centres de décision et rendu difficile la mise en place d'une structure régionale. La régionalisation est à peine amor-

cée et elle constitue encore un défi.

COMMENT S'EN SORTIR?

Le Nord-Ouest est une région sans pouvoir: un pouvoir économique concentré dans quelques mains possédant les richesses naturelles, un pouvoir politique concentré à Québec et guidé par des intérêts électoraux dont nous n'entendons parler qu'une fois tous les quatre ans.

Comment une région si faible à tous les points de vue peut-elle s'en sortir?

Québec semble vouloir régler tous les problèmes par cette fameuse mission du plan qui doit venir depuis dix mois.

DES PROMESSES

Ici, la planification gouvernementale est une autre des nombreuses promesses qui n'auront pas de suite; pensons à la route qui doit relier le Témiscamingue à la province de Québec, la route

Belleterre-Le Domaine, dont les plans sont dans le tiroir du gouvernement depuis au moins dix ans. Ainsi la population du Nord-Ouest québécois est très sceptique vis-à-vis de projets qui n'auront de suite qu'en autant que la population participera d'abord à l'élaboration du plan et ensuite aux décisions qui s'imposeront, ce qui n'entre pas dans l'optique du gouvernement; et ceci la population en est bien "consciente"...

Un espoir surgit quand même, dans ce pays plus grand que l'hiver, un espoir encore mince mais qui est là, prêt à sauter: les gens commencent à surmonter une peur, une peur viscérale, qui est vis-à-vis la Mine Noranda par exemple, une peur incontrôlable qui est probablement à l'origine de Caouette et depuis quelque temps, cette peur semble s'éteindre.

Faites LE POINT avec Pierre Nadeau

du lundi au vendredi à 23 h 00

Vivez la nouvelle locale, nationale et internationale avec les experts du Service des nouvelles. LE POINT est partout, pour vous!



REGARDEZ BIEN, REGARDEZ RADIO-CANADA AU CANAL 2

POINT DE VUE

La commission Gendron devrait siéger à Wall Street



par
**ANDRÉ
LANGEVIN**

Les premières séances publiques de la commission royale d'enquête sur la situation du français dans la province révèlent de manière éblouissante, comme si besoin en était encore, que le Québec est davantage partagé entre possédants et possédés qu'entre francophones et anglophones, et que le clivage, ainsi que chacun le savait déjà, et particulièrement les nouveaux arrivés, se fait tout naturellement dans le plan de la langue parlée. La commission Laurendeau-Dunton elle-même n'avait pu empêcher cette révélation: le conflit linguistique dépasse largement le simple niveau culturel.

Ce ne sont pas les francophones, ou si peu, qui viennent témoigner devant la commission

Gendron, mais des anglophones, des dirigeants de grandes industries ou maisons d'affaires. Et ces derniers ne viennent pas, comme on a pu l'écrire, exprimer leur angoisse — quelle angoisse peut étreindre une minorité qui impose sa langue à 80% de la population et possède quasi à elle seule, soit directement, soit à titre d'intendant d'intérêts américains, presque la totalité de l'économie québécoise? — mais dicter leur volonté de ne voir rien modifier à la situation officielle des deux langues dans la province, souvent avec menace de transporter ailleurs leurs entreprises. Ils acceptent tout au plus le bilinguisme, qui est une phase nécessaire et combien efficace vers l'unilinguisme anglais, quand ils ne réclament pas carrément ce dernier dans l'immédiat. En d'autres mots, ils s'accrochent au *status quo* dans l'ordre culturel, avec une admirable logique, parce qu'il est trop intimement lié à l'ordre socio-économique lui-même qui per-

met à une minorité, relativement faible, de vivre au sein d'une société francophone, à laquelle elle demeure étrangère depuis l'école primaire jusqu'à McGill, qu'elle domine sans rien sacrifier d'elle-même, qu'elle colonise avec bonne conscience, au point de lui imposer sa langue en alléguant la présence de 200 millions d'anglophones en Amérique du Nord. Tout cela ne manque pas de générosité cependant. Elle consent à ce qu'on parle français aux échelons inférieurs dans ses usines, à ce que ses propres enfants apprennent le français vaille que vaille, à ce qu'on réforme l'enseignement dans les écoles françaises puisque besoin en est, mais sans risquer d'abaisser la qualité de l'enseignement dans les écoles anglaises, c'est-à-dire sans soumettre celles-ci à l'autorité de la majorité. Elle nous abandonne même depuis toujours le pouvoir politique, avec, il est vrai, les contrepoids fédéraux et les digues érigées par les milieux fi-

nanciers quand il y a menace d'inondation.

La minorité anglophone du Québec ne parle pas d'une voix inquiète. Sa bonne conscience lui vient, en partie, du rapport de la commission BB qui reconnaît ses droits et conseille de s'en remettre à la force des choses quant à l'avenir de la langue française. Pour elle, Saint-Léonard, c'est tout au plus Maillardville inversé. En dix ans, il ne s'est rien passé au Québec. Les milliers et les milliers de jeunes Québécois plus instruits qui, dans quelques années, viendront se heurter la tête contre la muraille linguistique parce qu'ils n'auront pas été instruits dans la bonne langue ne l'angoissent pas, parce que cette muraille, nous affirme-t-elle, est dressée par le capital nord-américain tout entier et non pas elle seule. Encore un peu et elle parviendrait à nous persuader de ce que nous devrions nous suicider par un excès de civilisation que nous devons bien, sinon à elle-

même, du moins à l'harmonie nord-américaine. La commission Gendron abrégerait sans doute son enquête en siégeant tout de suite à Wall Street. Devant elle, la minorité anglophone réaffirme que, si elle se nourrit du corps québécois, elle ne participe pas pour autant de sa substance. A tel point qu'elle se satisfait de rien moins que de voir le Québec tout entier désigné comme district bilingue. Ce que le gouvernement Trudeau est venu bien près d'accomplir... et ce que le gouvernement Bertrand semble devoir accorder.

Les francophones, qui forment plus de 80% de la population, n'ont qu'à continuer d'accepter très démocratiquement qu'à partir de certains échelons la promotion socio-économique leur soit bloquée, à moins qu'ils ne consentent, au même titre que les immigrants, à s'assimiler à la minorité. Après dix ans de *révolution tranquille* nous en sommes là!

L'ESPRIT DES LÉGISLATEURS

PAR JACQUES KEABLE

Les policiers doivent se dire que, décidément, ils ont des jobs de fous. Et ce n'est certainement pas l'Assemblée Nationale, le mardi 7, qui les aura fait changer d'idées là-dessus.

Ecoeürés, les policiers avaient porté, pendant 15 heures, leur casquette devant derrière et pour se défouler hardiment chantaient l'"O Canada" en jouant au bridge!

Un corps de police pourtant - de Montréal en particulier - c'est par définition discipliné: ça ne fait pas le fou au point de se retourner avec vigueur contre le pouvoir légal qui établit l'ordre dont il est le défenseur armé, sans y avoir été poussé par un écoeurement souverain. C'est arrivé, et pas par génération spontanée.

A cause de cela, Montréal devenait tout d'un coup, le lieu privilégié de toutes les fièvres, des plus nobles au plus crapuleuses. Ça, le Parlement, aucun Parlement, ne pouvait le tolérer. Il a donc voté une loi à l'unanimité: en ce sens, c'est banal. Ce qui l'est moins, ce sont les propos tenus en Chambre à cette occasion, parce qu'ils traduisent l'esprit qui anime les législateurs.

Sur l'écoeurement humainement compréhensible des policiers: rien.

Sur l'administration Drapeau-Saulnier, qui a négocié avec ses pompiers et policiers d'une façon farfelue: rien ou si peu.

Sur le syndicalisme, une seule intervention à souligner, celle de René Lévesque: il faut n'avoir aucune faiblesse devant les "irresponsables syndicaux", a-t-il dit en substance, qui ne servent finalement qu'à tirer vers le fond le syndicalisme responsable, qui demeure le plus important. Mais il n'a pu s'empêcher, du même coup, de repolir au passage, inutilement ou peut-être trop utilement, le spectre angoissant de ceux qu'il appelle avec mépris les rêveurs du "grand soir".

MM. Bertrand et Lesage ont lancé de grands appels à l'ordre, à la légalité. Ce n'est de toutes façons pas d'eux qu'il fallait attendre les interventions qui auraient fait la juste part des responsabilités de l'anti-syndicalisme, de l'écoeurement et de l'administration de Montréal. M.

Yves Michaud a aussi pris la parole pour sombrer tout doucement, mais avec style, dans un beau romantisme fin-de-siècle.

Le climat était à l'alarme: "il est presque difficile de concevoir qu'on aille trop loin pour arrêter chose pareille" (Lévesque); "...danger terrible d'anarchie qu'ils (les policiers) font courir à la métropole du Canada, métropole qui, hélas! si ça continue, ne le sera pas longtemps" (Lesage). "A ceux-là qui rêvent de catastrophes et qui approuvent toutes les politiques de société brûlée..."

La démagogie astucieuse, elle est venue d'Ottawa: le seul homme public - après plusieurs citoyens et analystes - qui ait eu une attitude plus nuancée, à l'égard des policiers, ce fut Trudeau, qui doit encore la trouver bien bonne! "J'explique que l'on comprend que la police qui a été assez bafouée au Québec veuille connaître à un moment donné sa place dans la société. Et ça s'exprime de cette façon". (En français dans le texte!).

N.D.L.R.

Le pouvoir c'est un peu comme une grosse bête qui sommeille.. Une grosse bête insensible aux morsures des petits insectes. Une grosse bête qui fait sa petite affaire sans se préoccuper des petites choses qui se passent près d'elle.

Mais lorsqu'elle se réveille, qu'elle se met en colère, elle écrase tout. Sans distinctions. Pour avoir la paix.

C'est la réaction qu'a eu l'administration de Montréal à la suite des événements que la métropole a connu depuis quelques semaines.

On trouvera dans cette livraison de Québec-Presse un dossier sur les comités de citoyens. La très grande majorité est formée de gens comme tout le monde, de ces "voix ordinaires" qui doivent se mettre à plusieurs pour valoir celle d'un président de grande compagnie selon la comparaison du secrétaire d'Etat Gérard Pelletier (voir page 14).

Ce sont eux qui, en définitive, ont subi les contrecoups des évé-

nements. Seule véritable opposition à une administration qui règne sans discussions et sans informations ils ont maintenant un rôle: divertir des vrais problèmes les badauds que nous sommes tous face au pouvoir municipal.

Et si tout n'était pas parfait au royaume de messieurs Drapeau et Saulnier?

Si les complots subversifs n'expliquaient pas tous?

Un premier ministre, jadis, a cru bon de justifier la chute d'un pont en accusant les "communistes". On a qualifié de "grande noirceur" ses années de pouvoir.

Jacques Guay,
rédacteur en chef



M. GROS, DÉPUTÉ

MONSIEUR GROS,
QUE PENSEZ-VOUS
DU CONGRÈS DU P.Q. ?

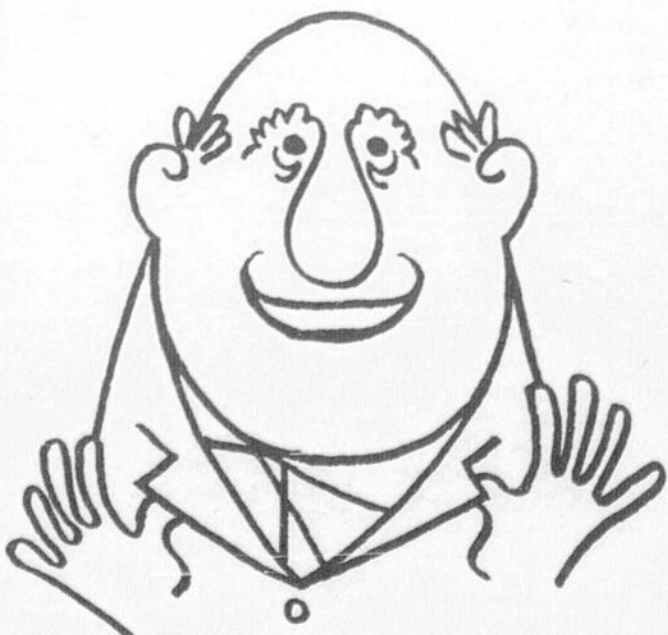


ET BIEN...
VOI...YEZ-VOUS...
Y'ONT P'TÊTRE...
LES...IDÉES...

Y'ONT P'TÊTRE...
LE MEILLEUR
CHEF...



MÉ...ÇÉ NOUSÔTE...
QU'ON A EU...
LE PLUS BEAU CONGRÈS!



Gauthier

NDLR - Le premier rédacteur en chef du Magazine Maclean, de 1960 à 1964, tire de la déconfiture récente de ce mensuel une leçon et, mieux encore, une suggestion pratique: le boycottage en règle.



par Pierre de Bellefeuille

Un petit despote sans importance a planté le couteau. Ce qui compte, c'est le climat qui lui a été propice: Trudeau a convaincu Toronto que dans toutes ces histoires de deux nations, il n'y a pas de quoi fouetter un chat.

Fin août, la maison torontoise Maclean-Hunter Ltd. a coupé de 60% le budget de rédaction du Magazine Maclean. Cela entraînait le congédiement, brutalement exécuté, de quatre journalistes chevronnés. Ce mensuel ne serait plus désormais, pour l'essentiel, qu'une traduction du Maclean's anglais. Mario Cardinal, mon deuxième successeur après Paul-Marie Lapointe, a démissionné courageusement. Par solidarité, et aussi parce qu'il en avait plein le dos des ukases du caporal McEachern qui fait la pluie et le beau temps dans cette maison d'édition. Charles Templeton, rédacteur en chef du Maclean's, a démissionné aussi.

On a évidemment voulu tirer quelques leçons de ces événements. La sentence la plus étonnante (il faudrait décerner chaque année un prix citron des éditorialistes) fut sans contredit le docte premier-Montréal de Claude Ryan dans le Devoir du 15 septembre. Tel Salomon, Ryan attribue des torts à tout le monde. On sent — serait-ce par solidarité de chef d'entreprise? — qu'il ne veut pas accabler Maclean-Hunter Ltd. sans reprocher en même temps aux journalistes qui dirigent le Magazine Maclean une "naïveté étonnante", votre liberté dans la rédaction (plus grande encore que celle du Maclean's anglais dont les éditoriaux devaient porter l'imprimatur du président de la compagnie) était, paraît-il, fragile. Les événements l'ont démontré.

Mais durant ces neuf années (c'est rare, neuf années de liberté dans la rédaction), Lapointe, Cardinal et moi le savions bien que notre liberté était fragile. Nous l'avons cultivée soigneusement et défendue à maintes reprises. Ce que Claude Ryan devrait savoir, c'est que toute liberté est fragile, y compris celle des journalistes du Magazine Maclean. Jean-Marc Léger l'a approuvé à ses dépens, ce qui n'a pas empêché Ryan, avec une inconscience qui frise l'indécence, de citer des propos que Léger avait publiés — ô ironie! — dans le Magazine Maclean.

A mon sens, c'est Mario Cardinal qui a servi la vérité de plus près lorsqu'il a déclaré à la Presse (13 septembre): "Le sabordage du Magazine Maclean, c'est le coup de censure politique de Toronto". Quant à moi, j'interprète le mot "politique" dans son sens le plus large. Les neuf années d'histoire du Maclean français illustrent à merveille l'évolution de la pensée au Canada anglais, face au Canada fran-

çais. 1960: début de la révolution tranquille. On veut comprendre l'éveil des Québécois et y participer. A Maclean-Hunter, les cadres, président en tête, vont deux fois la semaine en classe de français. Avec les années qui passent, les rapports entre les deux cultures du Canada évoluent plus vite que n'avancent les travaux de la commission royale chargée de les étudier. L'enthousiasme s'use. Les classes de français disparaissent. On maintient le Magazine Maclean, parce qu'il est bien vu et qu'il permet au magazine anglais de vendre la publicité dite "nationale". 1968: point tournant. Trudeau affirme qu'il n'y a qu'une seule nation au Canada et la trudeaumanie balaie le pays. Beaucoup d'observateurs notent que plus ou moins secrètement, bon nombre de Canadiens anglais comptent sur l'étonnant personnage dont l'éventail des attitudes s'étend depuis le "one-Canada" à la Dieffenbaker jusqu'aux carabinades qui font "jeune", pour mettre le Québec à sa place. Le climat, à Toronto, a complètement changé. C'est le ressac, le "backlash".

La situation est désormais créée dans laquelle les McEachern peuvent agir impunément.

(Disons très rapidement que les arguments économiques qu'on a invoqués n'ont aucun sens. Templeton gagnait \$32.000 par année de plus que Cardinal. Pour économiser vraiment, il aurait fallu faire l'inverse: transformer le Maclean's en une traduction du magazine français.)

Que faire? Boycotter les publications Maclean-Hunter. Annuler les abonnements, refuser de s'abonner. Aller à la bibliothèque, plutôt qu'au kiosque à journaux, si l'on veut absolument lire un article paru dans une de ces publications. En ce domaine, rien ne fait plus mal qu'une baisse de tirage. Boycottage aussi côté publicité, pour les quelques annonceurs Québécois francophones.

Mais en ce qui concerne le Magazine Maclean, boycottage seulement à compter du numéro de décembre! Il en reste un à paraître selon l'ancienne formule, celui de novembre. On y trouvera, entre autres, ma signature...

ESPRIT

19, RUE JACOB, PARIS-VI

le 7 octobre 1969

Monsieur le Directeur du
Magazine Maclean
Toronto

Monsieur le Directeur,

J'apprends indirectement que des changements importants viennent d'intervenir dans le Magazine Maclean, auquel je collabore régulièrement depuis 1961. D'après ce qu'on me dit, la grande majorité des articles de l'édition française devraient être traduits de la publication anglaise, et la plupart des rédacteurs, placés en face de cette exigence, ont démissionné.

Je reste reconnaissant à la direction du Magazine de l'entière liberté dont j'ai joui depuis plus de huit ans dans ses colonnes. Cependant, même si cette liberté devait m'être encore accordée, le magazine où j'avais l'habitude d'écrire ne sera plus le même. Certes, il sera toujours imprimé en français. Mais une langue n'est pas un simple système de signes; elle exprime une culture, un esprit. Un recueil de traductions en français n'est pas une publication française.

Je ne voudrais pas contribuer si peu que ce soit à laisser croire le contraire, surtout à un moment où la culture d'expression française au Canada est entrée dans une période qui décidera de sa vie ou de sa mort. Four qu'elle vive, je souhaite qu'elle sorte de la sujétion où elle a été trop longtemps tenue et où certains voudraient la remettre. C'est pourquoi je me décide à cesser une collaboration qui m'était chère.

Je vous prie de croire, Monsieur le Directeur, à l'assurance de mes sentiments distingués.

J.M. Domenach

033-99-70 • C.C.P. PARIS 1154-51 • R.C. SEINE 57 B 13.539

À MONTRÉAL: BEAUCOUP TROP DE COMMISSIONS SCOLAIRES

PAR JULES LEBLANC

Depuis des années qu'il en est question.

Depuis des années, on est unanime à reconnaître qu'il faut corriger cette situation, et même qu'il est urgent de le faire: sur ce point, les administrateurs scolaires s'entendent avec les parents et les enseignants.

Depuis 1961, trois organismes ont étudié cette question: la Commission Parent (sur l'enseignement au Québec); le comité de planification métropolitain qui a été créé à l'occasion de l'"Opération 55" visant à régionaliser l'enseignement secondaire au Québec; la Commission Pagé qui a réuni autour d'une même table administrateurs, parents et enseignants et a remis son rapport au ministre de l'Éducation en octobre 1968.

Enfin, la restructuration scolaire de l'île de Montréal est à la veille d'être discutée à l'Assemblée nationale alors qu'un projet de loi doit être déposé d'ici peu (si ce n'est déjà fait).

La situation est la suivante.

D'une part, il existe beaucoup trop de commissions scolaires à Montréal où des commissions minuscules côtoient des commissions géantes, comme la Commission des écoles catholiques de Montréal: en 1966, on comptait 42 commissions scolaires différentes sur l'île.

Au total 414,275 élèves relevaient de ces organismes; on prévoit qu'en 1971, il y en aura 478,500. Chaque commission scolaire avait donc en moyenne près de 32,000 élèves, mais cette moyenne est trompeuse quand on sait qu'à elle seule la C.E.C.M. en avait plus de 200,000.

C'est là une source d'inefficacité incroyable: on est en présence d'organismes qui sont ou bien trop petits pour offrir des services convenables, ou bien trop gros pour répondre rapide-



ment aux besoins de la population.

D'autre part, aucun organisme métropolitain n'assurait une certaine cohésion et uniformité sur l'ensemble de l'île. D'où, des inégalités très grandes dans les services offerts aux élèves, dans l'effort fiscal exigé des contribuables, etc. Et pourtant, l'île de Montréal constitue un tout, une entité régionale, à l'intérieur de laquelle des inégalités de cette nature sont difficilement justifiables.

La Commission Parent a recommandé en 1966 l'établissement d'une structure à trois paliers: des comités scolaires (de parents) au niveau de chaque école, des commissions scolaires et un Conseil de développement scolaire pour toute l'île de Montréal.

Par la suite, cette structure à trois paliers n'a jamais été sérieusement remise en cause: les modalités, cependant, l'ont été et le sont encore.

Dans la loi de la restructuration scolaire, au moins huit questions méritent d'être étudiées attentivement. Ce sont:

- la langue;
- la religion;
- les Néo-Québécois;
- les commissions scolaires: leur nombre et leurs pouvoirs;
- le Conseil de développement scolaire: ses pouvoirs face à Québec et face aux commissions scolaires;
- la démocratisation des structures scolaires de Montréal;
- les comités scolaires: composition et pouvoirs;
- les droits des enseignants.

C'est dans le contexte explosif des événements de Saint-Léonard et dans la perspective d'un regroupement (volontaire ou forcé) des commissions scolaires locales à travers tout le Québec que cette loi sera étudiée en Chambre.

(à suivre)

COURRIER ÉDUCATION



PAR JEAN LABERGE

L'ÉDUCATION DES ADULTES... QU'OSSA DONNE?

Aujourd'hui dans beaucoup de pays, on investit énormément en fonction de l'éducation des adultes. Le Québec n'y échappe pas, bien au contraire. Un peu partout on organise des programmes d'activités scolaires ou culturelles.

L'UNIVERSITÉ DU SOIR

Mais à quoi tient ce besoin de plus en plus fort et où peut-il conduire? Les étudiants réguliers aux cours du jour n'ont pas quitté les lieux qu'ils sont remplacés par des hommes et des femmes en provenance de tous milieux. Venant suivre des cours dont le choix est des plus variés. Quelles sont les motivations qui poussent ces gens à venir apprendre?

Est-ce que le contenu de ces programmes répond aux besoins de la population, ou si les gens se laissent tout simplement tenter par la publicité (si discrète soit-elle) accordée à ces cours? Y a-t-il plus d'hommes que de femmes à ces soirées de savoir? Quelle est la proportion des gens mariés qui suivent ces cours? Comment se partage l'intérêt des gens en fonction des cours? Par exemple, suit-on davantage des cours d'initiation politique ou des

cours d'enseignement ménager, des cours de psychologie ou des cours d'art plastique? Les inscriptions sont-elles plus nombreuses dans la région métropolitaine ou bien retrouve-t-on ce même phénomène, avec autant d'intensité, dans toutes les régions de la province (toutes proportions gardées bien sûr, par rapport aux institutions en place)?

COURS DU JOUR

Dés centaines de travailleurs sont inscrits dans les centres de pré-emploi en vue de l'obtention de diplôme de neuvième ou on-

zième année ou autre. Pour beaucoup, c'est vraiment la dernière chance d'obtenir ce passeport qui donne droit à un travail ou à de meilleures conditions de travail. Ces diplômes accordés répondent-ils aux besoins du marché du travail? La pédagogie qu'on y dispense est-elle adaptée à cette population? Au bout de la chaîne scolaire est-ce rentable pour les organisateurs et les étudiants de ces cours? Est-il plus important d'adapter les cours aux gens qui les suivent, ou d'amener les gens à s'adapter aux cours? Le caractère immuable des matières académiques sert-il à "couler" pardon! à sélectionner les candidats?

Les candidats sont-ils orientés dans le choix de ces cours et si oui, comment? Qui a droit à des diplômes, qui a droit à la culture? Dans cette chronique nous allons tenter (ce ne sera pas facile parce que la matière est dense et somme toute assez confuse) de voir plus clair dans ce domaine qui intéresse tout le monde. Pas facile, d'accord, mais possible dans la mesure où cette chronique sera alimentée par les expériences des lecteurs en ce domaine. A partir de ces questions et d'autres questions c'est avec l'aide de vos lettres que nous commenterons le sujet et tenterons de trouver des solutions réalistes.

QUÉBEC-MONDE

UN "ROSE" DANS LE FAUTEUIL D'ADENAUER

par Pierre-Jean MEHU



Willy Brandt, quatrième chancelier de l'Allemagne fédérale.

Mardi prochain, à moins d'un "lâchage" à la dernière minute de ses alliés libéraux, Willy Brandt sera le quatrième chancelier de l'Allemagne fédérale. Ainsi, le purgatoire des socialistes allemands aura duré 39 ans, si on se souvient que la dernière fois que des socialistes ont dirigé un gouvernement en Allemagne, c'était en 1930 à l'époque de l'éphémère république de Weimar.

Même vainqueurs et assurés d'une majorité de 12 sièges au Bundestag, grâce à l'appoint libéral, les sociaux-démocrates ne pavoient pas. Ils savent que la succession peut être lourde dans un pays qui s'est plié pendant plus de 15 ans à tous les caprices du vieux chancelier Adenauer, qui a porté au pinacle le professeur Ludwig Ehrard avant d'assister, indifférent, à sa chute et qui continue à avoir sur son rôle en Europe et dans le monde des vues plus proches de celles de Franz Josef Strauss que de l'ex-communiste Herbert Wehner.

En outre, l'électorat allemand en envoyant à la Chambre 242 députés démocrates chrétiens, le plus fort groupe au prochain Bundestag, manifeste clairement ses préférences. Sans doute les sociaux-démocrates ont progressé en passant des 202 députés qu'ils avaient sous l'ancienne législature à 224; mais ce fut surtout au détriment du parti libéral qui perd 19 sièges et voit sa représentation électorale réduite à 30 députés.

Le paradoxe est que le FPD (parti libéral) de Walter Scheel (grand perdant de la consultation ainsi que le NPD néo-nazi complètement laminé) est devenu l'arbitre de la situation. Pour avoir l'appui libéral, Willy Brandt a dû faire des concessions substantielles et rogner encore plus les ailes à une doctrine socialiste que déjà en 1959, le congrès de Bad Godesberg avait vidées de son contenu. En réalité, l'"aggiornamento" du parti socialiste allemand avait commencé deux ans auparavant; en 1957 quand

la troisième fois depuis la fin de la guerre, le SPD (parti socialiste) venait de perdre les élections devant la puissante démocratie-chrétienne de Konrad Adenauer.

En pleine guerre froide et alors qu'en Allemagne de l'Est, Walter Ulbricht procédait à la collectivisation des terres, l'attachement des socialistes de Bonn aux concepts de lutte des classes et de nationalisation de moyens de production, paraissait aux yeux de la classe dirigeante allemande comme une incapacité fondamentale du SPD à effectuer une nouvelle analyse de la situation politique en Allemagne.

A l'instigation de Carlo Schmidt, de Kurt Schumacher et d'Herbert Wehner, le parti socialiste allemand répudia le marxisme et proclama sa foi dans la libre concurrence. L'attachement aux lois du marché fut inscrit dans la Charte de Bad Godesberg comme la pierre de touche de la politique économique que suivraient les socialistes s'ils arrivaient au pouvoir. L'occasion se présenta en 1965 quand les libéraux refusèrent de reconduire l'alliance qu'ils avaient conclue en 1961 avec la démocratie chrétienne.

La grande coalition démocrates - chrétiens - socialistes fut présentée à l'époque comme un marché de dupes auquel avait souscrit le SPD dans sa frénésie du pouvoir. A un moment où la CDU (chrétiens-démocrates) traversait de graves crises intérieures, où elle allait devoir prendre des mesures économiques impopulaires, le soutien qu'apportaient les sociaux-démocrates au parti de l'ex-chancelier Adenauer pouvait leur couper définitivement la route du pouvoir. En outre, le risque était grand de laisser le monopole de l'opposition à un parti libéral fantomatique et à un NPD néo-nazi qui savait faire jouer la corde nationaliste pour avancer ses pions.

Partie cahin-caha, la grande coalition ne tarda pas à prendre son rythme de croisière et de plus, on se rendit compte que s'il y avait des dupes dans le marché conclu en 1965, ce n'était sûrement pas les socialistes. A défaut d'avoir amené les démocrates-chrétiens à consentir à une véritable ouverture vers l'Est, Willy Brandt inaugura une politique dite de "petits pas" qui permit à la République fédérale de signer de fructueux contrats avec plusieurs pays du bloc oriental, d'établir des relations diplomatiques avec la Roumanie et la Yougoslavie et de détendre de façon appréciable l'atmosphère entre les deux Allemagnes.

Sur le plan intérieur, grâce à son adjoint Karl Schiller, ministre de l'Economie, l'Allemagne de l'Ouest connut un second "boom" économique qui se traduisit par la solidité du mark sur le marché monétaire international et une position privilégiée dans les organes de direction du Marché Commun.

A quarante-huit heures de l'investiture du nouveau chancelier allemand il n'est pas sage de faire des pronostics. Le discours que prononcera à cette occasion Willy Brandt donnera une idée du programme que les sociaux-démocrates et leurs alliés libéraux entendent suivre pour les quatre ans à venir. La position du nouveau gouvernement allemand sur l'admission de l'Angleterre au Marché commun, les initiatives qu'il compte prendre pour dégeler la question allemande et amorcer un rapprochement avec l'Est, sa doctrine économique et monétaire ainsi que ses relations futures avec la France seront les quatre grandes questions auxquelles devront répondre les nouveaux dirigeants de Bonn s'ils ne veulent pas voir leur pouvoir s'effriter rapidement sous les coups de boutoirs une démocratie chrétienne qui se résigne sans enthousiasme à une cure d'opposition.

ROCH DENIS À PARIS

Une Délégation luxueusement logée et des Québécois ordinaires...

Comment le Québec et les Québécois sont-ils représentés à Paris? Le sont-ils vraiment? Le sont-ils adéquatement? Qui sont les Québécois qui habitent Paris? Quelle vie mènent-ils? Ont-ils des préoccupations communes? Une mentalité propre? Comment voient-ils le Québec à distance?

A ces questions — et à de nombreuses autres — qui n'ont jamais vraiment trouvé réponse, Québec-Pressse va consacrer chaque semaine une chronique. Le journal, bien sûr, n'a pas l'ambition de fournir toutes les réponses. Mais il veut fournir des réponses vraies, être un écho fidèle des activités et des préoccupations des Québécois qui ont maintenant résidence permanente ou temporaire en France.

Pareille chronique n'est pas un luxe. C'est bien plutôt, dans la conjoncture actuelle, une nécessité. Au cours des dix dernières années, le nombre des Québécois en France n'a cessé de s'accroître. Cela est d'abord dû aux échanges accrus d'étudiants. Mais les étudiants n'ont pas été les seuls à faire le voyage. Des enseignants, des stagiaires, des spécialistes dans tous les domaines ont fait des séjours plus ou moins prolongés, à Paris et dans la province française. Ils sont aujourd'hui plus nombreux que jamais, au point d'ailleurs

qu'ils forment une véritable "communauté québécoise" à l'étranger. Il convient, croyons-nous, de leur donner une voix. Le Gouvernement, lui, a la sienne. Deux luxueuses maisons — la Délégation du Québec proprement dite et son annexe culturelle —, une équipe de fonctionnaires entraînés, des services d'information, d'éducation, etc. Mais qu'en est-il des autres? De ceux qui assurent une représentation "personnelle" du Québec en France? Dans leurs activités quotidiennes, individuelles ou collectives, dans leurs conversations aux terrasses des cafés, sont-ils en accord avec la représentation

gouvernementale officielle?

La mentalité des étudiants québécois en France a considérablement évolué au cours des dernières années. Le mythe du "Paradis de la culture et des arts", le mythe des "maisons de haut-savoir" a été malmené. Mais les étudiants n'en sont pas moins nombreux à Paris. Il faudra leur demander ce qu'ils vont y chercher, ce qu'ils y trouvent. De même les artistes, comédiens, chansonniers, peintres, écrivains, de même les stagiaires. Nous ne nous lançons pas dans une enquête sociologique. Simplement, nous tenterons avec eux "d'aller au fond des choses".

Toutefois, Paris n'est pas que le port d'attache de nombreux Québécois! Nous aurons aussi l'occasion de suivre de près la vie politique et économique française et un certain nombre d'événements internationaux qui sont trop souvent livrés aux lecteurs sous la forme d'informations desséchées et orientées dans le sens que l'on sait.

Là aussi et avec les moyens dont nous disposons, nous essaierons de fournir l'information la plus exacte possible. Entrevues, reportages, analyses, notre chronique sera ni plus ni moins qu'un entretien hebdomadaire entre Paris et le Québec.

QUÉBEC-SAIT ACHETER

LE POUVOIR AUX CONSOMMATEURS

L'objectif de cette chronique hebdomadaire, c'est de vous aider avec la collaboration de l'Ipic, (Institut de Protection et d'Information du Consommateur) à choisir judicieusement

parmi les nombreux produits alimentaires et autres, et par conséquent à augmenter votre pouvoir d'achat. Pour y arriver, l'Ipic se propose de vous fournir une information exacte sur

les biens de consommation au point de vue tant qualitatif que quantitatif et de vous mettre en garde contre la publicité exagérée, créatrice de besoins souvent inexistantes. Bref, elle sou-

haite que vous puissiez exercer un choix libre et intelligent dans l'achat de toute marchandise. Ce service tient également compte des plaintes, protestations et

suggestions du consommateur; il assure sa représentation et le conseille sur l'alimentation ainsi que sur le budget et l'économie familiale.

L'IPIC, SERVICE GOUVERNEMENTAL

L'Ipic est un service public donné par l'Association Coopérative Féminine du Québec conjointement avec Cooprix. C'est donc une entreprise privée. On peut se demander pourquoi le gouvernement provincial avec

les moyens financiers, les laboratoires et le personnel dont il dispose, ne rend pas ce service aux consommateurs.

En effet à part de publier quelques recettes de poisson à l'oc-

casion, le ministère de l'Industrie et du Commerce n'accomplit rien du côté information du consommateur.

Quant au gouvernement fédéral, le ministère de l'Agricul-

ture et celui des Pêcheries publie assez régulièrement des informations sur l'utilisation des produits agricoles et de la pêche. Il ne fait cependant pas d'études comparatives, ou s'il en fait, elles ne sont pas pu-

bliées. Par ailleurs, ces ministères sont équipés de cuisines expérimentales et pourraient facilement diriger des analyses et des tests comparatifs.

M.P.

UNE CUISINE EXPÉRIMENTALE



Le magasinage chez Cooprix c'est différent.

Les consommatrices pourront rencontrer Mlle Cécile Hamel, directrice de la cuisine expérimentale de l'Ipic située dans les locaux de Cooprix au 1420 est, rue Legendre. On y expérimente des recettes à prix raisonnable, on analyse des nouveaux produits alimentaires, on fait des études comparatives de produits et de prix, etc.

L'Ipic apporte aussi une aide directe au consommateur par la distribution aux points de vente, de menus, recettes, listes d'achat pour faire son marché, etc., et aussi par la dissémination de l'information obtenue des organismes gouvernementaux. Elle compte en plus donner des conférences à des groupes de consommateurs.



Mlle Cécile Hamel

Monique Paradis

LES ALIMENTS À ACHETER CETTE SEMAINE

Au mois d'octobre, presque tous les légumes sont bon marché. Plus spécialement cette semaine le chou-fleur, le chou, le piment vert et rouge, l'aubergine, le chou de Bruxelles, l'oignon à bouillir, la citrouille, la courge et le navet.

Voici donc une recette de piments verts farcis, délicieuse autant qu'économique.

PIMENTS FARCIS

6 beaux piments verts eau bouillante salée
2 c. à table de beurre ou de margarine
1 oignon moyen haché
1 gousse d'ail hachée
1 lb de boeuf ou de porc haché
1 tasse de tomates en conserve égouttées ou 1 tasse de tomates fraîches pelées et coupées en dés
3/4 tasse de crème de champignons
1 1/2 tasse de riz cuit, mais encore ferme
1/2 c. à thé de basilic
1/2 c. à thé de sel, pincée de poivre, pincée de clou de girofle
1/2 tasse de fromage cheddar râpé
LAVER les piments. Couper le dessus (s'ils sont gros, les couper en deux dans le sens de la longueur). Enlever les graines et membranes blanches. Les

faire bouillir dans de l'eau bouillante salée pour couvrir pendant 5 minutes. Les bien égoutter. Mettre dans un plat à four.
FAIRE FONDRE le beurre dans une grande poêle. Y faire revenir l'oignon et l'ail jusqu'à ce qu'ils commencent à prendre couleur. Ajouter la viande. Faire cuire jusqu'à ce que la viande soit brunie.
AJOUTER les tomates et la crème de champignon. Bien mélanger et retirer du feu.
AJOUTER le riz, le sel, le poivre, le basilic et le clou de girofle.
FARCIR généreusement les piments de cette préparation.
GARNIR de fromage râpé.
CUIRE à 350°F, environ 30 minutes.
6 portions.
Servir le reste de garniture à côté des piments.

N.B. Cette recette peut également s'apprêter avec des restes de viande.

VOTRE MENU DE LA SEMAINE

Dimanche, le 19	Lundi, le 20	Mardi, le 21	Mercredi, le 22	Jeudi, le 23	Vendredi, le 24	Samedi, le 25
Hors-d'œuvre Rôti de porc chaud Pommes de terre brunes dans le bouillon Sauce brune * Sauce mayonnaise Piment vert et céleri braisés Salade: laitue, pomme, olives et échalotes Gâteau chiffon doré	Eperlans frits Sauce tomate Pommes de terre fondantes Macédoine de légumes Quartiers de concombre Tarte au sucre	Bouilli de boeuf et de légumes Bâtonnets de céleri Pouding au pain	Jus de tomate * Porc à la crème de céleri (Restes du rôti) Salade: chou rouge, pommes, piment et échalotes * Croustade aux pommes	* Rognons de boeuf Cooprix Pommes de terre bouillies Bâtonnets de carotte et marinades Bananes tranchées avec crème	Soupe aux légumes * Pâté de saumon et de pommes de terre Tomates en conserve * Oeufs à la neige	Piments farcis chou-fleur au beurre et au fromage parmesan Olives et cornichons Choux à la crème

DEUX MILLIONS D'HOMMES



PAR GÉRARD ST-DENIS

N.D.L.R.: Gérard St-Denis est attaché à la promotion coopérative à la Fédération des Magasins Co-op. Avant d'oeuvrer dans le domaine des coopératives de consommation il a collaboré avec les Caisses Populaires Desjardins. Chaque semaine, il signera une chronique sur les activités du mouvement coopératif québécois.

POUR BÂTIR UNE SOCIÉTÉ À NOTRE IMAGE

C'est sous l'impulsion de la faculté des Sciences sociales de l'Université Laval et avec la collaboration de quelques leaders des principaux types de coopératives en activités au Québec à l'époque, que s'est formé le Conseil de la Coopération du Québec. A la suite de diverses modifications de ses structures au cours des années, le Conseil est devenu une sorte de supra-structure d'ordre moral dont les membres sont les Fédérations, les Coopératives ou institutions d'appartenance coopérative à caractère provincial.

Cet organisme contribue largement au développement de l'idéologie coopérative chez nous. Se gardant de toutes interférences dans des domaines où il pourrait faire double emploi

avec les organismes qu'il représente, il participe cependant de façon active à l'élaboration d'une stratégie commune à tous les secteurs coopératifs face aux développements et aux transformations de la société.

UNE TABLE RONDE

Les différents secteurs du mouvement coopératif se retrouvent de façon permanente à la table du Conseil. C'est l'endroit idéal pour établir des relations de mêmes niveaux. Ces relations tiennent compte de la nécessité d'une prise de conscience collective, du besoin d'unité sur le plan de la doctrine et des objectifs. En somme, face aux problèmes nouveaux les divers secteurs comprennent la nécessité de coordonner et d'harmoni-

niser leurs actions respectives.

D'ailleurs le Conseil a mis sur pied plusieurs commissions et comités d'étude qui ont déjà apporté des résultats pratiques. Signalons les activités du comité des institutions financières qui groupent des représentants de tous les secteurs financiers du mouvement coopératif. C'est à cette table que les diverses fédérations s'adressent pour obtenir un rapport financier au développement de leur entreprise. Par exemple, quand la Fédération des Magasins Co-op voulut s'implanter dans la région montréalaise, le secteur financier a été appelé à souscrire des fonds pour le développement du secteur coopératif de la consommation.

LES ACTIVITÉS DU CONSEIL DE LA COOPÉRATION DU QUÉBEC

Quand il s'agit de représentation à caractère provincial, l'organisme tout désigné pour jouer ce rôle c'est le Conseil de la Coopération du Québec.

On se souvient, il n'y a pas tellement longtemps, du rôle qu'a joué le Conseil à l'occasion des modifications qui avaient été demandées à la Loi des Associations coopératives et à la Loi des Caisses d'épargne et de crédit. Interventions, pressions, démarches, il s'agissait d'obtenir à la présente Législature les changements demandés, afin que les organismes coopératifs puissent mieux jouer leur rôle. Le Gouvernement hésitait, voulait remettre à plus tard. Il s'en est fallu de peu pour qu'on nous oublie encore une fois. Mais une action énergique du Conseil a contribué à renverser la situation et à quelques heures à peine avant la clôture de la Session, nous obtenions gain de cause.

Le Conseil s'occupe aussi d'organiser à chaque année un colloque auquel sont invités tous les dirigeants du mouvement.

Le journal "Ensemble", organe officiel du mouvement coopératif, paraît deux fois par mois et contribue à faire connaître les activités coopératives chez nous.

Aussi, en collaboration avec le ministère des Affaires indiennes, le Conseil continue son travail d'organisation auprès des indiens. On note actuellement des organisations coopératives dans les réserves suivantes: Pointe Bleue, Sept-Iles, Bersimis et plusieurs autres.

Enfin, signalons le travail d'animation fait par le service des pêcheries auprès des pêcheurs de la Gaspésie, des Iles de la Madeleine et de la côte nord.

Avec un mini-budget de \$115.000 par année, l'équipe des permanents une demi-douzaine d'hommes parvient à jouer un rôle efficace au sein du mouvement coopératif.

Ce mouvement demeure l'une des grandes forces démocratiques dont nous disposons pour bâtir une société à notre image.

Le président du Conseil de la Coopération est Monsieur Alfred Rouleau. C'est Monsieur Yvon Daneau qui assume les fonctions de direction général.

LE DÉVELOPPEMENT INTERCOOPÉRATIF

PAR HENRI DESROCHE

Il y a à peu près quinze jours avait lieu, à La Maison des Arts, La Sauvegarde, à Montréal, le lancement du premier livre d'une nouvelle série, les Cahiers de la Coopération, sous le titre "Le développement intercoopératif, ses modèles et ses combinaisons".

Le livre contient, sous une forme condensée et remaniée, l'enseignement dispensé par le professeur Henri Desroche à l'Université de Sherbrooke et lors d'une session intercoopérative tenue sous les auspices du Conseil de la Coopération du Québec.

La coopération, sous certains aspects, possède ses traits propres qui différencient essentiellement l'entreprise coopérative de l'entreprise capitaliste. Com-

me la coopération mérite un traitement propre, le mouvement coopératif du Québec a senti le besoin de s'associer à l'Université de Sherbrooke pour en dispenser l'enseignement.

C'est ainsi qu'était fondée, voilà deux ans, la Chaire de Coopération de l'Université de Sherbrooke. La collection des Cahiers de la Coopération qui vient d'être lancée se situe dans la logique de ce geste. Cette collection est dirigée par M. Claude Pichette, directeur de la Chaire de Coopération. Le livre est donc une publication conjointe de l'Université de Sherbrooke et du Conseil de la Coopération du Québec; sa préface est signée par Emile Bouvier, S.J., directeur du Département de Science Économique et Yvon Daneau, directeur général du CCQ.



Rue St Germain,
Rimouski



COOPÉRATIVE D'ENTREPÔT



DE TOUT SOUS UN MEME TOIT:

- Viande
- Epicerie
- Fruits et Légumes
- Matériaux de construction
- Rayon électricité (quincaillerie)
- Plomberie
- Vaisselle
- Articles ménagers
- Produits - plastic, nylon
- Cadeaux
- Accessoires électriques
- Meubles - réfrigération Viscount
- Outils et bricolage, quincaillerie générale
- Jouets
- Peinture
- Disques, tourne-disques
- Valises, malles de voyage, articles de bureau
- Articles d'automobiles
- Salon de coiffure
- Barbier
- Restaurant
- Chaussure hommes, femmes, enfants
- et nombreuses boutiques

CE QUI NOUS DIFFÉRENCIE DES AUTRES ENTREPRISES

- Pas de fantaisies
- Des bas prix sur tous les produits
- Pas de spéciaux de fin de semaine
- Information
- Protection
- Pas de pression
- Les profits vous reviennent



LES SERVICES EXTRA CO-OP

- Service d'huile à chauffage
- Service de vacances
- Service de crédit populaire
- Service culturel
- Service budgétaire
- et plusieurs autres services à venir...

PRÉSENTEZ CE LAISSEZ-PASSER A LA CAISSIERE.

LA RÉPONSE COOPÉRATIVE
À VOS PROBLÈMES DE CONSOMMATION

LAISSEZ-PASSER

vous permettant d'économiser sur vos aliments, meubles, appareils électro-ménagers, etc., chez:

**COOPGRO.
RIMOUSKI.**

LES CITOYENS FACE AU POUVOIR ÉTABLI

N.D.L.R. — En s'attaquant à la Compagnie des jeunes canadiens le président du comité exécutif de Montréal, M. Lucien Saulnier, s'est également attaqué aux comités de citoyens.

En effet les perquisitions qui ont

suivi la dramatique conférence de presse du samedi 11 octobre ont frappé surtout les comités de citoyens, même ceux qui n'ont jamais rien eu à voir avec la Compagnie.

On a ainsi, peut-être est-ce même inconscient, lié dans l'esprit de plu-

sieurs comités de citoyens, jeunes Canadiens, terrorisme et même mort brutale d'un policier.

Et on a de même paralysé, dans certains cas complètement, l'action de groupements qui, à l'heure ac-

tuelle, sont à Montréal la seule opposition à l'administration.

Ce dossier veut tout simplement, c'est sa seule prétention, expliquer ce que sont les comités de citoyens et rapporter quelle fut l'action des différents corps de police depuis

la conférence de presse du 11 octobre.

Il n'est pas fermé. Nous y reviendrons. Nous étudierons plus particulièrement la semaine prochaine le cas de Murray Hill.

(J.G.)

par LOUIS
FOURNIER

DES COMITÉS POURQUOI?

Au Québec, plus d'une centaine de personnes engagées à plein temps, par différents organismes d'animation sociale, travaillent à assister les comités de citoyens existants ou aident à en créer de nouveaux. La majorité de ces effectifs sont concentrés dans les quartiers ouvriers de Montréal. D'autres travaillent aussi dans plusieurs villes de la région métropolitaine, à Québec, Trois-Rivières, Hull-Ottawa, Granby, Sherbrooke, dans le Nord-Ouest québécois, sur la Côte nord, etc.

Deux organismes ont leur personnel réparti sur tout le territoire québécois:

* La Compagnie des jeunes canadiens compte un peu plus de 80 volontaires au Québec s'occupant de divers projets, dont certains comités de citoyens. Le budget de la CJC, pour le Canada, est de 1.9 millions de dollars.

* L'Action sociale jeunesse, dont une vingtaine de volontaires s'occupent de sept (7) projets. Le budget de l'A.S.J. est d'environ 200,000 dollars mais on s'attend maintenant, sinon à des coupures, du moins à un contrôle politique plus rigoureux de l'action des volontaires par le gouvernement du Québec.

* A Montréal, le Conseil de développement social du Montréal métropolitain (l'ex-Conseil des Oeuvres) compte cinq animateurs auprès de divers comités de citoyens;

* Toujours à Montréal, le Plan de réaménagement social et urbain, un organisme de recherche et d'animation sociale subventionné en partie par l'Université McGill, avait quelques animateurs mais le P.R.-S.U. a cessé ses activités en mars dernier.

ST-HENRI, BERCEAU DES COMITES...

C'est dans le Sud-Ouest de Montréal que les premiers groupements de citoyens — qui n'étaient pas encore des comités comme tels — surgirent. En 1963, à St-Henri, un groupe de personnes et des animateurs du Conseil des oeuvres de Montréal

travaillèrent ensemble à faire fermer une vieille école condamnée par le Service des incendies de la ville. Ce fut une victoire: une nouvelle école fut construite.

François Lamarche, ex-animateur du défunt Plan de réaménagement social et urbain (P.R.S.U.) explique ainsi la progression du mouvement: "Entre-temps des citoyens avaient pris conscience d'autres problèmes du quartier. De nouveaux comités surgissent de cette première initiative. Des pressions s'exercent auprès de l'administration municipale pour l'aménagement de parcs dans le secteur. "Nous Saint-Henri", "Le réveil des citoyens de la Petite Bourgogne", "Le comité des résidents des Hôts St-Martin" se penchent sur la question du logement. On consulte et informe la population. On étudie diverses expériences de rénovation urbaine. Les citoyens exigent de participer au programme de rénovation projeté par l'administration municipale dans la Petite Bourgogne. A l'été 1967, une marche est entreprise sur l'hôtel de ville pour revendiquer des dédommagements et un plan de relogement pour les familles expropriées."

Le simple rappel de ces événements peut peut-être nous indiquer que "plus ça change, plus c'est pareil" et qu'on parle toujours, en 1969, de marches sur l'hôtel de ville, et qu'on tente même d'en organiser...

LE CENTRE-VILLE

"Plus au centre de Montréal, poursuit François Lamarche, dans le secteur délimité par les rues Craig, St-Viateur, avenue du parc et St-Denis, quatre comités de citoyens travaillent depuis environ trois ans, avec l'aide du P.R.S.U... A l'été 1967, le Front commun du Centre-Ville est créé, par le mouvement des citoyens du Mile-End, (maintenant en veillesse), le Comité des citoyens de St-Jean-Baptis-

te, l'Association des parents de St-Louis de France et le Comité des citoyens de St-Jacques. Le Front s'occupe surtout de la situation difficile des assistés sociaux, nombreux dans le secteur. 29 août 1967: manifestation devant le bureau-chef du Bien-être social de la ville de Montréal. Novembre 1967: nouvelle marche devant les bureaux du Ministère de la famille et du Bien-être social".

Encore une fois, les mêmes réflexions s'imposent sur les mêmes problèmes et la même inertie municipale. On peut signaler aussi que ce n'est pas la Compagnie des jeunes canadiens qui "organisait" les manifestations en 1967. Quant aux marches sur l'hôtel de ville, le Front de libération populaire (FLP) n'était pas né...

DANS L'EST...

"A l'est de la métropole, ajoute François Lamarche, le Comité des citoyens Hochelaga-Maisonneuve lutte, depuis août 1966, pour la construction d'un centre communautaire. Des pétitions furent signées, des blocages de rues impressionnants organisés. Les premiers travaux débiteront "bientôt", si l'on s'en tient aux promesses faites... et elles sont faites depuis deux ans... Pendant ce temps, le comité fut soutenu d'appuyer d'autres travailleurs en lutte, ceux de Lachute et de Seven-Up, par exemple."

LA RENCONTRE DU 19 MAI 1968

François Lamarche continue son historique ainsi: "Le 19 mai 1968, plus de vingt de ces comités de citoyens se réunirent dans une école du quartier Saint-Henri. Pour la première fois, des militants de diverses régions, et non seulement de Montréal, se rencontraient et donnaient un caractère officiel à un mouvement de base non structuré. Les participants eurent l'impression de commencer à exister sur la carte politique du Québec".

On peut ajouter que pour la première fois avec autant de vivacité, l'action politique est perçue comme un moyen possible de combat, par delà la délégation auprès des autorités, les assemblées publiques à laquelle participe une "personnalité" politique, les pétitions, les mémoires, etc.

On voit aussi que l'action de ce mouvement de base des comités de citoyens vise, en fait, à une réforme des structures de la société québécoise pour assurer le respect des droits de la classe ouvrière. Tout cela, il est vrai, perçu confusément.

LA RENCONTRE DU 4 SEPTEMBRE 1969

Mais cette mentalité va gagner en importance, en un an, à tel point qu'une réunion des militants les plus actifs des comités de citoyens de Montréal, le quatre septembre dernier, envisage sérieusement la création d'un nouveau parti politique municipal, un Parti des citoyens, opposé au Parti dit "civique" du maire Jean Drapeau...

Une cinquantaine de personnes, venant de comités et d'associations de locataires, sont rassemblés à la maison des citoyens de St-Jacques. Même si certains participants se montrent réticents à l'idée de former un parti municipal, on est toutefois unanime sur deux points précis:

1- L'urgence d'un regroupement des forces locales et individuelles des citoyens dans un ensemble à la dimension de Montréal;

2- Un mécontentement sans réserve à l'égard de l'administration Drapeau-Saulnier.

L'assemblée du 4 septembre s'est finalement entendue pour regrouper les divers comités de citoyens de Montréal dans un front commun qui, éventuellement, pourrait prendre la forme d'un parti politique municipal.

J'étais à cette réunion et je me souviens encore des réflexions des

participants, que j'avais notées (contrairement à certains huis-clos que nous connaissons bien, au niveau de l'administration municipale, l'assemblée du 4 septembre s'est déroulée entièrement en présence des journalistes).

UN FRONT COMMUN D'ABORD UN PARTI ENSUITE...

— "Il faut viser le pouvoir, a dit l'un des participants, il faut attaquer d'abord la politique, mais avec des actions précises et locales".

— "Des actions particulières, ça ne débouche pas, répond un autre, il faut créer un parti."

— "La structure actuelle aura tôt fait d'intégrer les nouveaux élus s'il n'y a pas de travail à la base plus poussé", rétorque un troisième.

De toute façon, tout le monde a été d'accord avec cette autre intervention: "Les autorités municipales ne représentent pas nos intérêts à Montréal. 80% des citoyens sont des locataires et ils sont dirigés par 15% de propriétaires. Le temps est venu de renverser les rôles mais il s'agit de savoir comment on peut prendre leur place"...

Finalement, le Front commun des comités de citoyens a été accepté, au niveau des "états-majors", si l'on peut dire, mais on songe à organiser un vaste congrès de fondation démocratique.

Entre-temps, pour centraliser les énergies autour d'un problème majeur, celui du Logement, les militants des comités ont décidé de mettre au point une action d'envergure, "du genre de l'Opération McGill". Cette opération serait destinée à alerter l'opinion publique montréalaise contre Cité Concordia, un projet de rénovation urbaine très contesté du quartier Milton-Parc, dans le centre-ville (Milton-Parc est le nom d'un autre comité de citoyens également).

LES ANIMATEURS À LA RESCOUSSE

Un peu partout au Québec, depuis quatre ans, surgissent des comités de citoyens, particulièrement dans les quartiers ouvriers de Montréal. Une trentaine de ces comités fonctionnent activement à travers le Québec ou sont en voie de formation.

Non syndiqués pour la plupart, des petits salariés, des chômeurs,

des assistés sociaux, des locataires tentent une amorce d'organisation, avec l'aide soutenue d'animateurs sociaux.

Cette prise de conscience des milieux "sous-développés" du Québec préoccupe de plus en plus les autorités politiques, ecclésiastiques, voire syndicales. Messieurs Drapeau et

Saulnier s'impatientent devant les revendications jugées trop agressives et qualifiées d'"irréalisables" (Saulnier dit) de certains milieux populaires et n'en finissent pas de dénoncer de nouveaux "agitateurs sociaux".

L'inquiétude des autorités en place et la publicité qui entoure l'action des comités de citoyens peuvent

être des indices de l'importance de ce mouvement.

De là, sans doute, l'offensive policière et politique qui frappe à Montréal depuis plus d'une semaine la plupart de ces comités, sous le couvert de frapper la Compagnie des jeunes canadiens.

La majorité des comités est située à Montréal, dans les quartiers

formant la "zone grise" de la métropole: Saint-Henri et Pointe Saint-Charles, centre-ville et centre-sud, Hochelaga à l'est. Signalons tout de suite que des comités travaillent ou sont en formation à Québec (aire 10), à L'Assomption (Petit-Pacifique), à St-Jérôme, à Trois-Rivières, à Valleyfield, à Joliette, à St-Hyacinthe, à Sorel, à Hull-Ottawa. (L.F.)



TABLEAU DES PERQUISITIONS

VOICI UNE DESCRIPTION PARTIELLE DES PERQUISITIONS EFFECTUÉES ET DES COMMENTAIRES. AU MOMENT D'ALLER SOUS PRESSE, UNE TRENTAINE DE DESCENTES AVAIENT ÉTÉ EFFECTUÉES. LA POLICE DE MONTRÉAL, GRAND RESPONSABLE DE L'ESCOUADE ANTI-TERRORISTE, PRESQUE PARTOUT, ELLE A ÉTÉ ASSISTÉE DANS SON "TRAVAIL" PAR DES AGENTS D'ALTIERS

Le comité ouvrier de St-Henri

Une douzaine de membres du Comité ouvrier de St-Henri ont été arrêtés, interrogés et même brutalisés par la police. Deux (2) d'entre eux seulement sont des volontaires de la Compagnie des jeunes canadiens.

La saisie des documents au 4460 rue St-Jacques, (qui n'est pas un local payé par la CJC mais un centre communautaire où se réunissent parfois des membres du Comité ouvrier de St-Henri) entrave le travail général du comité, en particulier la bataille pour la construction du futur hôpital de St-Henri.

Ce dernier dossier est l'un des plus importants pour les citoyens de ce quartier, à l'heure actuelle. On peut d'ailleurs s'étonner qu'il ait été saisi quelques jours à peine avant la rencontre capitale qui s'est déroulée lundi, le 13 octobre, entre le ministre de la Santé, monsieur Cloutier, et les citoyens intéressés à la construction de l'hôpital. Cette rencontre a eu lieu au bureau du ministre, à Montréal, le lundi soir, et parmi les organismes invités par M. Cloutier devait se trouver le Comité ouvrier de St-Henri... Sans dossier complet, il n'a pu se présenter.

Le Comité a évidemment noté, après cette rafle de documents de première importance, que "la police se trouve ainsi à protéger l'Union nationale". Et on peut ajouter: son député dans St-Henri, M. Camille Martellani, qui n'aurait pas les mêmes idées que la majorité de ses commettants sur l'emplacement du futur hôpital.

D'autre part, le duplicateur Gestner également saisi par la police (et dont le Comité soutient qu'il n'appartient pas à la CJC, comme le prétend la police) prive le Comité ouvrier de St-Henri de son principal moyen de diffusion. La vérité sur l'appartenance de cette "presse", c'est qu'elle a été achetée par la CJC, qui pouvait bénéficier d'une réduction de 33 1/3% lors de l'achat, puis revendre aux citoyens du Comité ouvrier.

Le Comité a en outre été dépossédé des listes d'ouvriers et de ci-

toyens qu'il avait patiemment accumulées dans son travail de sensibilisation des citoyens à leurs problèmes. A ce sujet, le Comité rappelle que ces listes ne servent jamais à des fins commerciales ou malhonnêtes mais à des fins syndicales et pour regrouper des citoyens sur des questions concrètes.

Dans la déclaration de monsieur Saulnier, le Comité considère antidémocratique "sa façon de dénigrer le travail fait par des citoyens et des travailleurs pour défendre leur classe contre des bourgeois protégés de toutes les façons possibles — et sa façon de dénigrer la prise en main par les citoyens de leurs affaires, pour corriger toutes les injustices, partout où elles se présentent".

Le Comité ouvrier de St-Henri est sans doute le plus affecté par les perquisitions et arrestations de la police, sous prétexte que quatre volontaires de la Compagnie des jeunes canadiens sont à l'oeuvre. Ce comité a mené plusieurs batailles jusqu'à présent, et il a fait un gros travail auprès des ouvriers d'usines du quartier.

Le Comité de citoyens de Mercier L'Opération Alarme

L'administration municipale, via sa police, s'est attaquée au Comité de citoyens de Mercier en saisissant toutes les archives du Comité, la liste de tous ses membres et des factures impayées pour un montant d'environ 200 dollars. Cette saisie a eu lieu, dimanche le 12 octobre, chez M. Claude Larivière, à son domicile du boulevard St-Joseph, dans l'est de Montréal. M. Larivière est un volontaire de la CJC qui travaillait au Comité de citoyens.

Trois membres des trois corps policiers ont pénétré dans sa demeure, en son absence, par l'entrée de service et ont évidemment surpris M. Larivière, lors de son arrivée chez lui. Ils lui ont montré une photocopie de formule de mandat de perquisition signée par le juge Maurice Johnson, de la Cour municipale. Toute la pièce a été minutieusement fouillée.

Cette saisie entrave évidemment les activités du Comité de citoyens, créé en décembre 1968, et qui s'est déjà signalé par plusieurs campagnes touchant la sécurité sociale, le chômage et le logement, et par sa lutte contre l'administration Drapeau-Saulnier.

Drapeau musèle la presse de ses adversaires...

Les policiers ont également saisi, à l'appartement de M. Larivière tous les articles qui devaient être publiés dans le premier numéro d'une revue destinée, entre autres, aux Comités de citoyens: "Démocratie populaire".

Les Comités de citoyens de la métropole se sont en effet rendus compte de l'importance de l'information, pour assurer de meilleures liaisons entre eux, et cette revue était la première qui aurait fait véritablement le point sur toutes les activités des Comités, à Montréal et ailleurs au Québec.

Il semble que l'administration municipale retire beaucoup de profit de ce coup de filet de sa police, en bâillonnant, avant même qu'elle existe, la presse de ses opposants.

L'opération Alarme paralysée...

Les policiers ont aussi saisi toute la documentation de l'Opération Alarme, lancée, avec l'aide de M. Larivière, par le Comité des jeunes de Mercier. Ce Comité est né à Mercier cet été et il est complètement autonome des jeunes canadiens et du comité local des citoyens.

Selon M. Charles Côté, un des trois volontaires de la CJC à l'oeuvre dans Mercier, cette saisie paralyse complètement, pour l'instant, les projets de l'Opération Alarme. Cette Opération s'est fait connaître, dans un premier temps, par une lutte sérieuse contre le chômage, qui avait reçu l'appui de tous les syndicats, notamment lors de la grève de la faim déclenchée par les jeunes de Mercier.

Dans sa deuxième phase, l'Opération Alarme s'attaquait mainte-

nant aux problèmes des assistés sociaux, qui sont 125,000 à Montréal, et dont 3,000 avaient été approchés, d'une façon ou d'une autre, pour participer à un front commun populaire dirigé, bien sûr, contre le régime municipal et, par extension, contre le gouvernement québécois.

Rassemblement monstre

Sous l'égide de l'Opération Alarme, une centaine d'assistés sociaux de tous les quartiers montréalais se sont rencontrés, récemment, dans le but d'élaborer leurs revendications concernant la Loi-Cadre sur la sécurité sociale du ministre Cloutier (bill 26) et afin, également, de préparer un vaste rassemblement en décembre.

Ce rassemblement prévu à Montréal les 5, 6 et 7 décembre prochains doit (devait... peut-on dire maintenant que les dossiers sont entre les mains de la police) réunir entre autres les militants des Comités de citoyens de Montréal et de tous les citoyens de Montréal et de tout le Québec, des assistés-sociaux, des militants des Comités d'action politique de la CSN et des groupes de jeunes travailleurs de la JOC.

L'administration Drapeau-Saulnier a fait d'une pierre deux coups lors de la descente chez M. Larivière: elle a paralysé un Comité de citoyens et paralysé une Opération qui commençait à saper son prestige politique...

Le Comité de citoyens de Saint-Jacques

Il s'agit là d'un des comités de citoyens les plus actifs et les mieux organisés de Montréal et il semble que l'administration municipale ait craint de le frapper brutalement.

Une seule descente y a eu lieu, dans le cadre de la grande offensive policière-politique du régime municipal. Jeudi en fin d'après-midi, vers 5 h 15, un membre du Comité ouvrier de Saint-Henri, M. Louis-Philippe Aubert, de la Compagnie des jeunes canadiens, y a été arrêté sans mandat, par des

policiers de l'Escouade anti-terroriste, de la Sûreté du Québec et de la Gendarmerie fédérale.

Il est possible que des documents et des listes aient été saisies à cette occasion - M. Aubert était seul à la Maison des citoyens, rue Ste-Elizabeth, lors de la descente.

Selon un des responsables du Comité, la police aurait eu un équipement - photocopieuses, etc - suffisant pour lui permettre de reproduire des documents, tout en donnant l'impression de n'y pas avoir touché.

Le Comité des citoyens de St-Jacques est l'un des plus anciens regroupements de citoyens à Montréal mais c'est officiellement le 11 mars 1968 qu'il fut constitué. Il ne reçoit l'aide d'aucun animateur de la Compagnie des jeunes canadiens.

Selon les citoyens, le problème de la santé est le problème numéro un dans Saint-Jacques. C'est pourquoi, à la suite du refus des autorités municipales, les citoyens ont décidé d'organiser eux-mêmes une clinique médicale populaire, qui fonctionne depuis octobre 1968.

Le Comité de citoyens Hochelaga-Maisonneuve

Ce Comité n'a pas de local officiel et c'est au domicile du coordonnateur, monsieur Robert Aubin, que la police a effectué sa perquisition, jeudi le 9 en fin de soirée. Une réunion du Comptoir d'Alimentation s'y déroulait alors. Les policiers ont déclaré qu'officiellement, ils cherchaient des tracts invitant à la manifestation du Front de libération populaire, du parc Lafontaine à l'hôtel de ville. Ils n'ont pas emporté de documents et d'ailleurs ils n'avaient aucun mandat.

Aucun volontaire de la CJC ne travaille au Comité de citoyens Hochelaga-Maisonneuve, qui doit avoir un local sous peu. Selon M. Aubin, il sera sans doute plus facile alors aux policiers de découvrir les documents qu'ils cherchent...

Ce Comité a été le premier à manifester sa solidarité aux membres du Comité ouvrier de St-Henri, particulièrement harcelés par la po-



DE CRIASSE

COMITÉS DE CITOYENS TOUCHÉS PAR LES DESCENTES, DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT, AVAIENT ÉTÉ CONFIRMÉES PAR L'INSPECTEUR-EN-CHEF MAURICE VADEBONCOEUR DE POLICE. CETTE ESCOUADE S'EST VUE CONFIER LA DIRECTION DES "OPÉRATIONS" ET DES "OPÉRATIONS" ET DE LA SURETÉ DU QUÉBEC ET DE LA GENDARMERIE FÉDÉRALE.

lice municipale. A la suite d'une assemblée générale, le 12 octobre, le Comité a réclamé, lui aussi, une enquête royale sur l'administration Drapeau-Saulnier, notamment parce que "la police de Montréal perquisitionne chez les Comités de citoyens et fait associer ainsi, dans l'esprit des gens, notre action et celle du terrorisme, d'autant plus que l'administration D.-S. associe au terrorisme toute forme de revendication face à son inertie".

Regroupement des citoyens de Pointe Saint-Charles

Un autre groupe de citoyens a dû subir indirectement, les foudres de l'administration municipale, lors d'une perquisition effectuée chez un volontaire de la Compagnie des jeunes canadiens travaillant avec les citoyens. Au domicile de Serge Bourdeau, les policiers ont saisi une masse de documents ayant trait au Regroupement des citoyens de "La Pointe", notamment des projets d'actions, des listes de noms.

Aux dernières nouvelles, l'Association des résidents des Îlots Saint-Martin et l'Association des Îlots Quesnel-Coursol, toutes deux dans la petite Bourgogne, n'avaient pas été "inquiétées".

Comité de citoyens de St-Louis de France

Comme Hochelaga-Maisonneuve, le Comité des citoyens de St-Louis de France, qui chevauche les comités de Montréal-St-Jacques et Montréal-Sainte-Marie, n'a pas de locaux officiels. Selon un des membres de ce comité, monsieur Eric Loiseau, les policiers se sont sans doute trompés lorsqu'ils ont perquisitionné à l'Atelier de communications, rue de Bullion, où ils ont ramassé une masse de documents. "Les documents de notre Comité, explique M. Loiseau, sont en lieu sûr: ils peuvent les chercher s'ils veulent casser notre action".

M. Loiseau rappelle que plusieurs personnes du Comité des citoyens de St-Louis de France avaient participé à une grève de la faim aux

locaux de l'Atelier de communications, dans le cadre de l'Opération Alarme.

Rappelons que ce Comité fut l'un des premiers à Montréal, sous le nom de l'Association des Parents de St-Louis de France et sa lutte contre l'administration Drapeau-Saulnier est connue de longue date.

L'Atelier de communications

C'est dimanche dernier que la police a perquisitionné à l'Atelier de communications, rue de Bullion, où habite un volontaire de la Compagnie des jeunes canadiens, M. Jean Roy.

Là encore, sous prétexte de chercher des explosifs, on s'est attaqué à des groupes qui combattent l'administration municipale. La masse de documents saisis prouvera tout simplement, aux dires de M. Roy, que plusieurs citoyens n'ont pas les mêmes idées politiques que le régime municipal.

C'est en effet à l'Atelier de communications que sont imprimés les journaux de plusieurs mouvements qui ne sont pas tendres envers mesieurs Drapeau et Saulnier.

A titre d'exemples "Le Journal du Taxi", publié par le Mouvement de libération du taxi (MLT); "Le Carré", journal de ce qu'on appelle, en certains milieux fashionables, "les hippies du carré Saint-Louis"; "Mobilisation", la revue du Mouvement syndical politique (MSP), etc.

Il s'agit de la 2^{ème} descente, au moins, de la police de Montréal à cet endroit. Les agents avaient déjà saisi le numéro zéro d'une publication militante semi-clandestine: "Zéro".

Le Projet Rive Sud: la FTQ attaquée...

La Fédération des travailleurs du Québec ne sera certes pas heureuse d'apprendre que les policiers viennent de paralyser complètement l'activité d'un projet de la Compagnie des jeunes canadiens et de l'Action Sociale Jeunesse qui avait reçu son appui. Il s'agit du "projet Rive Sud", dont les locaux

ont été visités dimanche dernier et tous les documents saisis.

Les policiers se sont présentés au local où travaillent les quatre permanents du Projet-Rive Sud, soient deux volontaires de la CJC et deux autres de l'Action Sociale Jeunesse, au 576 rue Pauline, à Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, près de St-Hubert.

Comme les autres comités de citoyens, le Projet Rive Sud oeuvre dans les domaines du logement, de l'assistance sociale et du chômage. Comme à St-Henri, en particulier, il essaie d'entretenir une liaison constante avec les travailleurs de la région, notamment lors des grèves.

Le projet a pris naissance, il y a trois ans environ, avec l'aide du syndicat canadien de la fonction publique (SCFP), sous l'impulsion de l'Action Sociale Jeunesse. La CJC s'y est ajoutée en juin 1968 et la FTQ patronnait le projet.

Ce qui embête en particulier les responsables de l'entreprise, c'est que la police a saisi tous les documents qui devaient servir à donner des cours aux adultes, dans le cadre des cours du soir du Service de l'Éducation permanente au ministère de l'Éducation. Ces cours devaient être dispensés à la régionale de Chambly et ils s'intitulent "Le citoyen face au pouvoir". Des cours semblables avaient été donnés, l'an dernier, à Montréal, à l'initiative du Comité de citoyens de Hochelaga-Maisonneuve.

D'autre part, encore sur la Rive Sud, une ex-volontaire de la CJC, mademoiselle Raymonde Bergeron, a également reçu la visite des policiers mardi, à son domicile. Munis, comme d'habitude, d'une photocopie de formule de mandat, les policiers ont remporté des documents officiels de la CJC et des exemplaires de journaux. Mlle Bergeron est également une ex-membre du Front de libération populaire (FLP).

Enfin, comme à Montréal, les bureaux de l'ACEF, (l'Association des Caisses d'économie familiale) à Longueuil, ont été épargnés.

Le Mouvement de Libération du Taxi

Le régime municipal ne pouvait laisser passer l'occasion de harceler quelque peu un mouvement, le M.L.T., qui le combat avec acharnement depuis quelque temps, et qui a demandé, en vain, de pouvoir "dialoguer" avec elle, à trois reprises au moins. Au moins avait répondu à la dernière lettre du Mouvement de Libération du Taxi en disant: "Je crois qu'il y a trop de paroles pour ce qu'il y a d'action".

Comme par hasard, une des descentes de la police a eu lieu, dimanche dernier, chez un militant du M.L.T., monsieur Paul Bourbeau, chauffeur de taxi et étudiant (ancien président de la défunte Union générale des étudiants du Québec). M. Bourbeau a raconté que les policiers avaient procédé chez lui à une fouille minutieuse, très longue, mais qu'ils avaient été contraints de repartir sans avoir trouvé de documents "intéressants".

M. Bourbeau avait donné, au nom du comité provisoire d'organisation du M.L.T., une conférence de presse qui avait suivi la manifestation des chauffeurs devant le garage de la compagnie Murray Hill. Lors de cette conférence, il avait demandé que l'administration Drapeau-Saulnier "délaisse sa politique de prestige pour s'occuper des problèmes sociaux urgents de la métropole, en particulier ceux des chauffeurs de taxi".

Autres perquisitions, en vrac...

Chez M. Pierre Renaud, coordonnateur des projets de la CJC au Québec. Les policiers se sont introduits à son domicile de Montréal dimanche dernier, en son absence. Ils se sont emparés d'une machine à écrire, d'une masse de documents officiels de la compagnie des jeunes canadiens, etc.

Chez M. Gilles Prud'homme, un volontaire de la CJC responsable du projet Jeunesse ouvrière-étudiante (JOE). Les policiers ont saisi plusieurs documents au domicile de M. Prud'homme.

A l'ancien local de la CJC, au 1741 rue Centre. Les policiers ont saisi des tracts et quelques documents.

La liste serait trop longue et de toute façon, ces perquisitions concernent surtout des volontaires de la CJC qui ne travaillent pas directement auprès des comités de citoyens.

A signaler que dans la plupart des cas, le mandat de perquisition faisait état d'une "recherche de tracts, documents, armes, matériel d'imprimerie ayant servi à conspirer pour le renversement du gouvernement du Canada, ce qui est illégal".

"Une chasse aux sorcières"

- Michel Blondin

L'ex-Conseil des Oeuvres de Montréal, qui s'appelle désormais le Conseil de développement social du Montréal métropolitain, a participé activement au travail des Comités de citoyens, et ce, depuis le début du mouvement. Quelques-uns de ses animateurs sont au service de certains Comités à Montréal. Michel Blondin est directeur du Service d'animation sociale au conseil et il nous a donné son interprétation des récents événements:

"L'administration Drapeau-Saulnier, dit-il, fait tout pour rendre, sinon illégaux, du moins illégitimes, les Comités de citoyens, dont les revendications sont on ne peut plus légitimes. M. Saulnier veut faire croire à la population que les Comités sont manoeuvrés par de présumés agitateurs de la CJC, qui deviennent ainsi des boucs émissaires."

Et Michel Blondin d'ajouter: "C'est une chasse aux sorcières, un virage à droite qui provoquera un virage à gauche, une radicalisation du mouvement d'opposition. Je ne dis pas que cette radicalisation est nécessairement souhaitable, mais elle m'apparaît désormais inévitable. On ferme la porte à toute forme d'actions légitimes, me semble-t-il".

Louis FOURNIER



UN COMITÉ: HOHELAGA-MAISONNEUVE

GÉRARD PELLETIER EST FAVORABLE

À la suite des dernières déclarations de M. Saulnier, on peut se demander si les Comités de citoyens dérangent tous les hommes politiques. M. Gérard Pelletier, député fédéral de Hochelaga où un Comité de citoyens fonctionne depuis longtemps, et responsable de la Compagnie des jeunes canadiens, s'est dit au contraire favorable à l'existence de telles organisations. Dans une entrevue exclusive à QUEBEC-PRESSE, il nous a avoué avoir entretenu des contacts avec le Comité de son comté dès sa fondation. Il a parlé d'un octroi accordé au Comité par le gouvernement fédéral en vue d'une enquête sur les besoins de la population et de l'accord du fédéral quant au financement d'un Centre communautaire. Ce projet, qui devait, conformément aux juridictions des divers gouvernements, être financé dans une proportion de 50 p. cent par le gouvernement municipal, et de 25 p. cent par chacun des gouvernements provincial et fédéral, n'a pu être réalisé à cause du manque de coordination des divers gouvernements, nous dit M. Pelletier. Ses contacts avec le Comité de citoyens se sont

arrêtés là, faute de temps et faute d'information sur les activités nouvelles du comité.

M. Pelletier s'est d'ailleurs prononcé sur l'utilité de tels comités dans un article qu'il a écrit pour la revue **Temps Nouveaux** en novembre 1966. Il y parle en ces termes de l'utilité d'un tel Comité dans Hochelaga, son comté: "Ce n'est pas chez nous qu'on trouve les présidents de grosses compagnies; c'est pourquoi il est indispensable qu'un Comité de citoyens réunisse assez de voix "ordinaires" pour que leur nombre constitue une voix "extraordinaire" capable de se faire entendre jusqu'à l'Hôtel de Ville, jusqu'à Québec, jusqu'à Ottawa." Plus loin, il explique que le rôle d'un tel Comité est essentiel, surtout en milieu populaire: "Dans les quartiers plus fortunés, il y a déjà une multitude de clubs, de chambres de commerce, d'organismes divers, et les individus eux-mêmes qui forment la population disposent chacun d'une influence plus grande et de meilleurs moyens pour se faire entendre." M. Pelletier termine en disant que le Comité doit devenir "La conscience sociale du quartier".

Le but du Comité est de permettre aux citoyens de s'organiser pour discuter des problèmes du quartier et faire pression sur les hommes politiques du quartier. Le Comité de citoyens de son comté poursuit-il des actions valables? Il se garde de porter un jugement sur l'ensemble des activités. Le Comité, explique-t-il, ses rapports avec lui datent de l'époque de la revendication du centre communautaire. Mais il trouve que cette demande était très valable, d'autant plus qu'elle s'appuyait sur une pétition ayant recueilli un grand nombre de signatures.

Il a affirmé qu'il avait la plus grande estime pour les membres de ce Comité qui, à l'époque de ses contacts avec lui regroupait des gens très variés: jeunes femmes, gens d'âge mûr et d'âge moyen, travailleurs industriels, employés des postes... De l'incompréhension s'est parfois glissée entre eux cependant: "Je leur ai fait comprendre que leurs représentants ne sont pas leurs valets, qu'on doit les persuader du bien-fondé de leurs réclamations".

Quant à l'opinion selon laquelle l'existence des mouvements de revendication s'expliquerait

par la présence de quelques membres de la Compagnie des jeunes canadiens, M. Pelletier affirme d'abord que la CJC n'est pas la source unique d'aide (en personnel) des Comités, que le Conseil des Oeuvres a aussi délégué, comme c'est le cas dans Hochelaga-Maisonneuve, des animateurs sociaux. Il lui paraît certain que les animateurs sociaux n'ont pas créé le besoin des gens de se regrouper, ce serait plutôt du fait que les gens se sentent en-dehors du circuit social.

Nous avons demandé à M. Pelletier si selon lui le fait de savoir qu'il y a quelques membres du Front de libération populaire dans certains Comités de citoyens jetait du discrédit sur le travail du comité et rendait le comité moins démocratique. Il a répondu que, en démocratie, ces gens avaient le droit comme les autres citoyens de faire partie de ces Comités: "la seule chose qu'ils n'ont pas le droit de faire est de désobéir aux lois". Quant à la dénonciation de la présence d'anciens terroristes dans la Compagnie des Jeunes Canadiens, financée par l'Etat, M. Pelletier s'est dit contre l'idée d'écarter d'un em-

ploi au gouvernement tout individu qui a un dossier criminel; s'il a purgé sa peine et s'il a abandonné les activités qui lui ont valu sa peine, il a le droit d'avoir un tel poste. M.T.

Combien de pauvres valent un riche?

Des déclarations citées plus haut, l'une me semble révélatrice du style de gouvernement qu'on appelle démocratique. Quand M. Pelletier avoue que dans les quartiers plus fortunés les individus sont plus influents et ont de meilleurs moyens pour se faire entendre, n'admet-il pas que c'est l'argent qui dirige? Or en démocratie, personne n'est supposé avoir plus d'influence que les autres. Et quand il dit qu'il faut réunir assez de voix "ordinaires" pour en faire une voix "extraordinaire", cela nous porte à nous demander combien de pauvres valent un riche? M.T.

DES GENS COMME TOUT LE MONDE

par Marthe THERRIEN

Je voudrais dans cet article répondre à la question: qui sont les membres des Comités de citoyens et que cherchent-ils dans ces organisations - en me basant sur les quelques 50 personnes présentes à une session de travail de la semaine dernière au Comité de citoyens de Hochelaga-Maisonneuve. Ce sont, il me semble, des gens comme tout le monde; des ménagères, des chômeurs, des étudiants, de petits salariés. Ils m'ont paru avoir cette peur de la politique, bien caractéristique des gens qui n'en conservent que de mauvais souvenirs. Plusieurs comités de citoyens ont été approchés à leur début par des hommes politiques qui parfois, s'intéressaient davantage à accroître leur popularité qu'à écouter les demandes des citoyens. De façon générale, les comités de citoyens n'ont voulu s'engager avec aucun parti politique, que ce soient les vieux partis ou le R.I.N. et le P.Q. Mais les problèmes qu'ils posent sont des problèmes de pouvoir. La source de leurs problèmes, disent-ils, c'est que tout est contrôlé par une minorité, que tous n'ont pas les mêmes avantages devant la vie.

Voyons de plus près la composition du Comité, qui compte environ 100 membres: près de 50 p. cent sont des ménagères

âgées de 25 à 60 ans, 25 p. cent sont des cols bleus âgés de 30 à 45 ans, 10 p. cent sont des chômeurs de 18 à 24 ans, 10 p. cent sont des étudiants de 18 à 24 ans et 5 p. cent sont des cols blancs de 25 à 35 ans. La moyenne d'âge est de 35 ans, et celle des salaires est de moins de 4.000 dollars. Locataires, la grande majorité (70 p. cent) sont mariés et ont en moyenne 3 enfants, et les travailleurs sont pour la plupart syndiqués. Un grand nombre ont milité dans d'autres mouvements avant d'adhérer au comité: syndicats, partis politiques tels R.I.N. ou P.Q., et autres organisations telles Action Sociale Jeunesse, oeuvre d'un camp d'été pour les jeunes défavorisés organisée par une communauté religieuse, mouvements de travailleurs chrétiens. Un même individu, membre du comité de citoyens et du comité ouvrier s'est dit membre du Front de Libération Populaire (FLP) et participant à la Pastorale paroissiale (dont le but est de réformer l'Eglise). Les gens ont pris connaissance de l'existence du comité par des amis, ou en assistant avec un groupe de gens du quartier à des fins de semaine de discussion organisées par des animateurs du Conseil des Oeuvres, ou encore en entendant parler des cours de la

Commission des Ecoles Catholiques de Montréal (CECM) et du Conseil des Oeuvres dans le cadre de l'éducation permanente, cours ayant pour thème, "le citoyen face au pouvoir", et portant sur les problèmes de la famille, du travail et du quartier; plusieurs avouent y avoir participé. Quelques-unes des personnes interrogées faisaient partie du noyau initial du comité, mais toutes affirment ne plus se préoccuper de la revendication d'un centre communautaire, puisqu'elle n'a pas abouti mais surtout parce qu'ils ont maintenant des revendications plus importantes.

Les membres définissent ainsi les buts du comité: se regrouper; prendre conscience du fait que leurs problèmes sont communs et mobiliser toute la population; trouver collectivement des solutions à leurs problèmes et les mettre en application. En gros, l'objectif immédiat semble de régler des problèmes immédiats, d'améliorer leur sort, et celui plus global de réaliser les volontés de la majorité, de la mener au pouvoir.

Le plus important pour les membres du Comité semble la satisfaction de savoir que leur situation d'exploités dans le système est collective. Il y a

aussi le travail d'animateurs du Conseil des Oeuvres qui les aident à définir leurs problèmes, qui leur fournissent de l'information sur les structures du pouvoir, en leur disant à qui adresser chacune de leurs demandes. (Les animateurs ne sont pas responsables des activités du Comité. Ils organisent à l'occasion des séances publiques de discussion.) La plupart se disent satisfaits du travail des animateurs, mais en même temps conscients de la difficulté du travail d'animation: les animateurs ont des idées et ils sont déjà conscients des problèmes que les gens cherchent à définir, ce qui peut parfois les rendre impatient. Mais les gens ne se sentent pas pour autant manipulés: ils se disent à l'aise avec les animateurs et capables de leur dire leurs vérités si leur attitude ne leur plaît pas. Il y a le fait que l'animateur est celui qui a étudié longtemps et qui trouve plus facilement les mots pour parler d'un problème.

Comment les gens perçoivent-ils la différence entre le Comité de citoyens et le Comité ouvrier

Comment les gens perçoivent-ils la différence entre le

Comité de citoyens et le Comité ouvrier de Hochelaga-Maisonneuve. On dit que ce sont les gens du Comité ouvrier qui veulent la différence. Ils sont plus radicaux, plus politisés, et sont déjà prêts à passer à l'action. La plupart militent depuis des années dans des syndicats, des partis politiques et ont sacrifié beaucoup de leur vie privée pour la cause des travailleurs, et surtout ils sont au même niveau de conscience politique. Les gens semblent préférer la division parce que cela leur permet d'aller à leur rythme.

Enfin, on peut se demander ce que les gens pensent des membres du FLP qui sont également membres du Comité. Disons d'abord qu'ils ne sont pas nombreux et font partie du Comité ouvrier. Quelques-uns viennent parfois aux assemblées du comité de citoyens mais ne cherchent pas à manipuler les gens. D'ailleurs les gens n'aiment pas ce mot: ils disent que les membres du FLP ont droit comme tous les gens du quartier, quelle que soit leur allégeance politique, à faire partie du comité, qu'ils se conforment au désir de la majorité des membres, et que personne n'a jamais obligé qui que ce soit à venir aux réunions.





PAR LE DR. SERGE MONGEAU

QUÉBEC-SANTÉ

Une nouvelle chronique dans un nouveau journal! Voilà une entreprise sur laquelle on se doit de réfléchir quelque peu. Que sera donc "Québec-santé" pour tous?"

LA SANTÉ

Assez curieusement, on a souvent tendance à accorder plus d'attention à la maladie qu'à la santé. On croit que la santé est un attribut dont on jouit tant et aussi longtemps qu'on a la chance de le posséder, et que l'on ne doit s'en préoccuper que lorsque survient la maladie, pour tenter de le récupérer. On ne voit son médecin que lorsqu'il y a quelque chose qui ne va plus; rarement songe-t-on à le consulter avant, pour éviter justement que ce quelque chose de désagréable ne survienne. D'ailleurs, dans bien des cas les médecins donnent raison à leurs patients: ils ne sauraient trop que faire de celui qui leur demanderait comment conserver sa santé.

Cette chronique voudrait être utile à ceux-là qui cherchent comment entretenir cette santé qu'ils ont la chance de posséder. Mais au fait, qu'est la santé? L'Organisation mondiale de la santé la définit ainsi: "C'est un état de bien-être physique, mental et social et pas seulement l'absence de maladie ou d'infirmité". Une telle définition est très vaste: peut-il en être autrement quand on sait que l'être humain est tellement plus qu'un corps qu'on considérerait un peu comme une mécanique? Aussi ne faudra-t-il pas se surprendre de nous voir aborder ici des sujets parfois très éloignés du domaine traditionnellement attribué au médecin.

POUR TOUS

De multiples recherches ont démontré que l'accès aux meilleurs soins était souvent lié à la condition socio-économique: les gens les plus défavorisés sur le plan financier le sont aussi souvent pour la quantité et la qualité des soins qu'ils reçoivent. Le Québec a déjà commencé à se préoccuper de cette situation, en instaurant par exemple son régime d'assistance médicale. Mais il demeure une partie importante de la population, les ouvriers et les collets-blancs, qui sont sans doute les plus mal placés pour être malades: ils ne peuvent se permettre une absence prolongée de leur travail, et même lorsqu'ils possèdent des assurances il demeure toujours une partie des coûts qui n'est pas défrayée par l'assurance. Aussi y a-t-il lieu de revendiquer, dans notre société d'abondance, des possibilités égales pour tous.

La médecine a sans doute accompli de grands progrès, ces dernières années. Mais tous les médecins n'ont pas intégré à leur pratique ces nouvelles connaissances. Comment juger la qualité des soins qu'on reçoit? Nous tenterons, à l'occasion, de fournir des critères qui permettent un tel jugement. Le médecin n'est plus ce demi-dieu à qui on devait obéir sans réplique: c'est un être humain qui n'est pas à l'abri des erreurs: encore faut-il savoir comment les contrôler.

LA PRÉVENTION

"Mieux vaut prévenir que guérir", nous apprend le dicton. Une chronique comme celle que nous entreprenons trouve surtout son rôle dans cette prévention.

Lorsqu'on comprend mieux l'organisme humain et les processus pathologiques qui peuvent l'atteindre, il devient plus facile d'une part d'éviter ce qui pourrait menacer son équilibre, et d'autre part de lutter contre ce qui peut perturber la santé à un moment donné. Aussi essaierons-nous de mieux saisir le fonctionnement de cet organisme que nous connaissons trop peu.

La maladie survient rarement comme la foudre qui tombe sur un arbre, au hasard. Dans presque tous les cas, on arrive à lui trouver des causes plus ou moins éloignées: quand ces causes peuvent être éliminées, la maladie n'apparaît pas. Nous nous attacherons à dénoncer aussi souvent que possible ces dangers qui menacent la santé, qu'ils se situent dans un comportement individuel comme une mauvaise alimentation ou dans un mal social comme la pollution de l'air.

Malgré tous les efforts de prévention, et en sachant fort bien que nombre de gens ne se préoccupent de leur santé que lorsqu'elle est perdue, il arrive des maladies. Les découvrir le plus tôt possible assure déjà de meilleures chances de guérison: bien

les traiter permet de mettre toutes les chances de son côté. Là encore, nous voudrions aider à réunir pour chacun ces deux conditions.

Les pompiers qui répondent à un appel au feu éteignent l'incendie avant de reprocher aux responsables leur imprudence. Quand la maladie frappe quelqu'un, il n'est plus temps de lui dire qu'il n'aurait pas dû faire ceci ou cela: il faut l'aider à s'en sortir au plus tôt. Nombre de maladies sont chroniques: celui qui en est affecté doit se résigner à vivre avec elles. La médecine continue à chercher des moyens d'aider ces malheureux: nous ferons écho à ces développements qui pourraient en soulager qui croyaient leur sort désespéré.

UN JUSTE MILIEU

On n'a encore rien inventé de mieux que les visites au médecin, pour lutter contre une maladie qui apparaît chez un individu. Aussi ne faudrait-il pas trop exiger de cette chronique: il ne s'agit pas d'un substitut au travail des médecins, mais d'une aide dans l'accomplissement de leur tâche. Si l'on veut se soigner soi-même, il faudra chercher ailleurs des conseils. Par contre, cette chronique n'entend pas se limiter à indiquer quel médecin aller voir devant telle difficulté. Il faut donc la situer entre deux extrêmes qui seraient la consultation directe et la référence pour tous les problèmes. De toute façon, même si l'o-

rientation de "santé pour tous" semble bien prédéterminée, il se peut qu'elle évolue: les lecteurs sont fortement invités à communiquer leurs suggestions ou leurs critiques. La grande caractéristique de cette chronique voudrait être sa disponibilité à répondre aux besoins. C'est la raison pour laquelle elle s'assortit d'un courrier.

LE COURRIER

Rarement se sent-on assez à l'aise avec son médecin pour lui poser les questions qui nous préoccupent: il est trop pressé ou trop distant pour être abordable. Un courrier permet de bien préparer sa question et de solliciter sans gêne une réponse. Quant au courriériste, pour faire oeuvre utile, il lui faut s'imposer quelques critères qui lui permettent d'opter pour certaines lettres plutôt que pour d'autres: les demandes risquent d'être trop nombreuses pour qu'on puisse toutes les satisfaire. Mon choix ira aux lettres qui demanderont des explications sur un phénomène général, ou encore sur les problèmes que je sais fréquents. Ainsi, en répondant à l'un, plusieurs pourront en retirer des connaissances qui leur seront utiles.

La formule d'un courrier n'est pas nouvelle. Elle présente tou-

jours le risque, quand les demandes deviennent trop personnelles, d'encourager une certaine forme d'exhibitionnisme. Un peu malgré soi, on aime bien pénétrer dans l'intimité des autres. Ensemble, nous tenterons d'éviter cet écueil, en nous abstenant d'un étalage inutile de difficultés trop particulières.

Cette chronique et le courrier qui la suivra dès que vos demandes commenceront à nous parvenir vous appartient. A vous de les orienter comme vous l'entendez. Il n'y a pas de sottises questions: la sottise ne peut apparaître que dans les réponses. A vous de juger.

La semaine prochaine, nous parlerons de l'acné, cette maladie de la peau qui frappe surtout les adolescents, laissant souvent des traces permanentes, à moins qu'on ne s'en occupe assez tôt.

Si vous avez des questions sur la santé, le corps humain, la maladie, ... n'hésitez pas à écrire au Dr Mongeau. Les lettres courtes, ne comprenant qu'une demande et écrites lisiblement seront les mieux accueillies...

Vos commentaires et suggestions sur la chronique sont également bienvenus.

Envoyez le tout à:

Dr Serge Mongeau
(Nom du journal)
(adresse)

HOMMAGE AUX TRAVAILLEURS



Papeterie

LAUZIER *Limitée*

9550, BOUL. RAY LAWSON, VILLE D'A. JOU, MONTRÉAL 5

COURS PAR CORRESPONDANCE ENTIEREMENT

GRATUITS

PRIMAIRE et SECONDAIRE

4e à la 7e

8e à la 12e

Nos cours sont entièrement GRATUITS mais mènent à des résultats concrets les élèves sérieux.

Demandez notre dépliant en écrivant ou en téléphonant à 669-5475 de 9 à 5 heures.

LES ETUDES CHEZ-MOI

2350 MASKINONGE, VILLE DE LAVAL

NOM
ADRESSE
VILLE
PROVINCE

Q.P. 19-10-69



AVEC UNE CARTE DE MEMBRE AU
YMCA
CENTRE-VILLE
VOUS POUVEZ...

Prendre part à plus de 30 classes d'exercices physiques par semaine.

Jouer à la balle au mur et au squash.

Prendre part à des jeux d'équipe comme le Ballon-panier, le Ballon-volant, etc.

Apprendre le Judo et la Lutte.

Participer à un programme complet de natation.

Profiter d'une des meilleures salles de poids et haltères en ville.

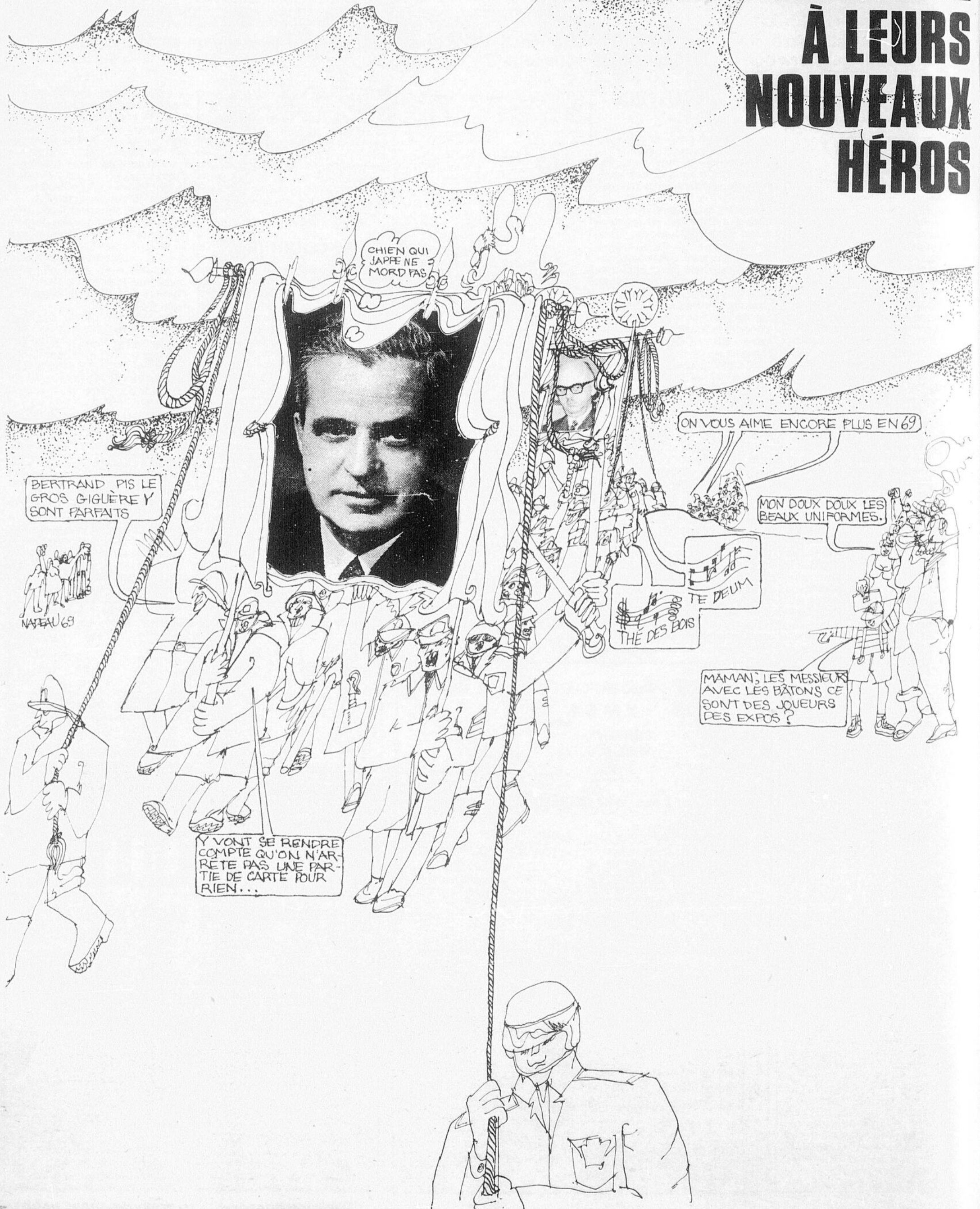
Bénéficier des services de santé comme: bain à vapeur, massage, traitement de lampes-soleil, diathermie.

Avoir une évaluation scientifique de votre condition physique.

Joindre les classes du département de l'éducation permanente et de divers clubs sociaux.
Nous offrons des cours d'anglais, espagnol, céramique, lecture rapide, photographie et danse.

POUR DE PLUS AMPLES INFORMATIONS
Veuillez communiquer avec le Département de l'inscription:
1441 rue Drummond ou Téléphonez 849-5331.

POLICIERS ET POMPIERS RENDANT HOMMAGE À LEURS NOUVEAUX HÉROS



BERTRAND PIS LE GROS GIGUÈRE Y SONT PARFAITS

CHIEN QUI JAPPE NE MORD PAS

ON VOUS AIME ENCORE PLUS EN '69

MON DOUX DOUX LES BEAUX UNIFORMES.

MAMAN, LES MESSIEUR AVEC LES BÂTONS CE SONT DES JOUEURS DES EXPOS?

Y VONT SE RENDRE COMPTE QU'ON N'ARRÊTE PAS UNE PARTIE DE CARTE POUR RIEN...

TE DEUM
THE DES BOIS

NAVEAU '69

QUÉBEC-ARTS



par Pierre Maheu

Me voici donc critique littéraire. Je me vois déjà en intellectuel de gauche fumeur de Gitanes, bec pincé et fesses serrées. Quelle misère.

Mais à vrai dire je n'ai pas envie de faire de la critique, ni de parler surtout de littérature. Cette chronique parlera de la naissance du Québec et de l'homme québécois, de leur naissance dans les mots. Longtemps, nous avons été malades dans le langage; je ne dis pas que nous parlons mal, je dis que nous ne parlons pas, que nous étions aphones: le langage ne nous appartenait pas. Et ceux qui prétendaient faire de la littérature canadienne-française, forcés de recourir à une langue et une tradition étrangères n'avaient pour la culture populaire que du mépris. Et voilà que nous découvrons que nous sommes beaux, que nous avons le droit d'exister, que notre parlure jouale vaut bien tous les parlars équestres. Les mots sont ben le fun, nous ne sommes plus aphones.

Cette conquête, elle se fait dans des chansons et des shows, des poèmes et des romans, parfois même dans la réclame. Et c'est de tout ça que je parlerai ici. Un seul critère: je parlerai des mots qui nous donnent à nous aimer. Une seule optique: je me situe ici et maintenant, dans la naissance du Québec. Un seul style: je refuse le musée et crois le lecteur intelligent et vivant. Un seul but: j'entends partager ce que je trouve le fun.

La critique littéraire est d'ordinaire mortellement ennuyeuse. Ma critique fun-éraire sera joyeuse à mort, ou elle ne le sera pas.

au Théâtre Du Même Nom

DU VRAI MONDE AVEC DE VRAIES ÉMOTIONS

Dernièrement, j'ai vu des spectateurs au bord des larmes devant une comédienne disant Eschyle: "Mon royal époux est parti, pis moi j'en peux pus, maudit." J'en ai vu d'autres rire aux larmes devant un comédien jouant Marivaux, avec les beaux gestes, l'accent pointu, et tout, et traduisant à mesure: "Viens-tu coucher, bébé?"

C'était au spectacle du Théâtre du Même nom, rue Papineau. Il y avait là des comédiens en train de se libérer de leur papa, en train de désapprendre leurs leçons pour se mettre à faire un métier extraordinaire: exprimer pour le monde d'ici des émotions comme on les vit ici. Les classiques en prenaient pour leur rhume, c'était une vraie démolition, mais le plus extraordinaire c'est que tout à coup on ne se sentait plus "amateur de théâtre": on vivait avec des comédiens une profonde expérience de libération.

LIBERER LES ÉMOTIONS

J'ai rencontré le coach du groupe, Jean-Claude Germain. Un logement rue Dorion, des livres partout, jusqu'au plafond, une bonne odeur de pipe, et, dans l'espace entre les livres, un personnage: il est gros, il parle fort, il rit comme un ouragan, il parle comme un torrent. En trois heures, nous avons parlé du bouddhisme Zen, de Rémi Paul, de tous les sujets qui se trouvent entre les deux, et du théâtre. Pour Germain:

* le théâtre, c'est d'abord des comédiens sur une scène. Tout passe par là. Le théâtre ne peut exprimer que les émotions que le comédien peut ressentir. Devenir comédien, c'est apprendre à se libérer, à s'assumer.

* la méthode, c'est l'improvisation en commun. Le groupe en fait depuis six mois, en ne re-

fusant rien de ce qui sort, à condition que ça soit vrai. "Ce que tu as fait une fois, tu peux le refaire", dit Germain. L'improvisation, c'est une sorte de prospection.

* ce qui se passe sur scène, c'est la vérité: ce qui se passe dans les coulisses transparaît. C'est pourquoi le théâtre "engagé" ou à thèse sonne faux: une troupe ne peut jouer que ce que ses membres vivent vraiment. Et les comédiens ne peuvent que témoigner de la collectivité dont ils sortent. Pour Germain, le théâtre de libération est d'abord une question de libération personnelle. J'ai un peu l'impression de parler à un maître Zen...

DES PROJETS: LA SOLITUDE ET L'AMOUR...

En novembre: trois pièces de Marc F. Gélinas: **Margo, Dimi et Mortier**. Un homme devient fou;

une femme cherche partout l'homme qui l'a laissée; l'homme et la femme se rencontrent. Trois pièces que Jean-Luc Bastien, un des membres du groupe, a eu l'idée de faire jouer aux mêmes comédiens, et qui deviennent presque une seule pièce sur le thème de la solitude et de l'incommunicabilité.

Au printemps: un spectacle sur le thème de l'Amour québécois. "On va mettre deux lits sur la scène, dit Germain, les garçons dans un, les filles dans l'autre. Ils ne se rejoignent pas, ils font des rêves divergents... et puis peut-être réussiront-ils à s'aimer..."

Et je pars sur un dernier éclat de rire. Faut croire que ces jeux-là, ça finit par libérer son homme. Oser s'accepter corps et biens, peut-être qu'en fin de compte, c'est ça le secret qui fait que les gars sont satisfaits... P.M.



Jean-Claude Germain



— La troupe du Théâtre du Même Nom.

YVON DESCHAMPS

Tous se rappelleront sûrement L'Ostid'cho au cours duquel Yvon Deschamps présentait son premier monologue. **Les Unions**, et émergeait parmi les artistes comme figure importante.

Le succès retentissant remporté par ce spectacle, inusité à l'époque, a permis à toute l'équipe en général et à Yvon Deschamps en particulier de s'imposer dans l'esprit populaire à titre de vedettes "extraordinaires". **L'Ostid'cho**, et par la suite, **Peuple à genoux**, aura servi à catapulter ce groupe qui inaugurerait l'an dernier un spectacle de participation au Québec.

Yvon Deschamps, comment

l'idée de faire un monologue sur les unions vous est-elle venue? "Après avoir été batteur et accordéoniste pour Claude Léveillé, j'ai exercé toutes sortes de métiers. Un beau jour, je me suis trouvé à la tête d'une entreprise et c'est là que j'ai constaté combien les employés étaient conditionnés. Ils considéraient le patron comme un dieu. J'aurais pu les exploiter et les faire travailler vingt-quatre heures par jour et ils auraient été contents. Ils ont cette mentalité d'aliéner leurs droits même les plus élémentaires. "C'est pourquoi j'ai écrit **Les Unions**; dans l'espoir qu'ils comprendraient. C'est dit d'une façon



humoristique; il faut que les gens rient. Ils ne doivent pas songer en écoutant mon acte à se reconnaître et à s'analyser, ça leur ferait peur. Ils m'écoutent pour s'amuser et se distraire d'abord et s'ils y trouvent un message, c'est tant mieux."

Lors de notre rencontre, Deschamps revenait d'une tournée québécoise au cours de laquelle il a donné dix-huit spectacles dans dix-huit villes de la pro-

ET LES UNIONS

vince. Le 7 octobre, il débutait au théâtre de Quat'Sous pour une durée d'un mois.

REVUE DE NOËL

Du 10 décembre au 10 janvier prochain, il présentera à la Comédie Canadienne sa revue intitulée: **Attends ta délivrance**. Il sera accompagné bien sûr de Louise Forestier, Pauline Julien, Gilbert Chénier sans oublier Jacques Perron, directeur musical de l'équipe; "un gars qui fait de l'excellent travail".

L'ARGENT OU LE BONHEUR

Entre-temps, Deschamps a enregistré un nouveau micro-sillon avec la compagnie de disques Polydor qui a pour titre:

L'argent ou le bonheur. Dilemme éternel.

Il a aussi fait un disque pour la compagnie française Barclay. Ce disque, qui sera distribué en France sous peu, lui permettra de se faire connaître et apprécier des Français à sa juste valeur, lors de sa visite à Paris en février prochain.

- Comptez-vous donner un spectacle différent en France?

"Non, j'écris des monologues sur la condition humaine en général; c'est ça qui est important. Même si la forme du message est locale, le fond, les problèmes sociologiques, restent les mêmes partout.

Monique Paradis

CINÉMA D'ICI



ALEXIS TREMBLAY

B

BROUSSEAU Pierre. - Journaliste né le 26 janvier 1945 à Québec. Marié à la starlette Mariette Lévesque, il tourne avec elle "Narcissus" en 1967 et "James Bagatelle" en 1968, deux courts métrages qui laissent beaucoup à désirer.

C

CHARLEBOIS Robert. - Né à Montréal le 25 juin 1944. Il joue dans quelques pièces de théâtre sous la direction de Louis-Georges Carrier et de Marcel Sabourin: **la Fin tragique de Suparchipelargo**, où il s'habille d'une peau de léopard à la Tarzan, de bas rouges et d'une montre en or. Il monte des revues, **Terre des Bums** et **l'Osstidcho**: son anticonformisme n'a d'égal que la magnifique désinvolture avec laquelle il évolue sur scène. Ses chansons, **Lindbergh** en particulier, le rendent célèbre. Ses musiques, composées pour **Les Portes** et **le Pendu** de Robert Gurik et pour le film **Jusqu'au coeur** réalisé en 1968 par Jean-Pierre Lefebvre, où il incarne un doux à qui des violents cherchent à inculquer le sens de la guerre, font plaisir à entendre. Homme de spectacle, **showman**, Robert Charlebois est d'ores et déjà le point de mire de milliers de Québécois qui raffolent de ses extravagances et qui aiment sa désinvolture. Autres films: **The Apple Tree**, court métrage de Peter Gerritson, et **Entre la mer et**

l'eau douce tourné par Michel Brault en 1967.

CAMERON Rod. - Acteur américain né Roderick Cox en 1912 à Calgary. Sa spécialité, le western en série. On peut le voir à cheval dans "North West Mounted Police" (1940), "Forest Rangers" (1942), "Trigger Trail" (1944), "Frontier Gal" (1945), "Stampe-de" (1949), "Stage to Tucson" (1951) et "Santa Fe Passage" (1955).

D

DE GRASSE Sam et Joseph. - Nés à Bathurst au Nouveau-Brunswick, l'un en 1890 et l'autre en 1897, ils font leur marque aux Etats-Unis au temps du muet. Réalisateur, Joseph met en scène plusieurs films de 1916 à 1928, de "The Gasp of Greed" à "The Cowboy Kid". Comédien, son frère interprète par ailleurs "Blind Husbands" de Stroheim après avoir joué dans les chefs-d'œuvre de Griffith: "The Birth of a Nation" (1914) et "Intolérance" (1916). Et Sam et Joseph De Grasse sont aujourd'hui décédés.

DRESSLER, Marie. - Actrice américaine, née à Cobourg le 19 novembre 1869 et morte à Santa Barbara (Californie) le 18 juillet 1934 après avoir joué dans plusieurs courts métrages de la Keystone et aux côtés de Charlie Chaplin dès 1914 dans "Caught in the Rain" et dans la série des

Tillie: "Tillie's Punctured Romance", "Tillie's Tomato Surprise", "Tillie wakes up". Principaux autres films: "Anna Christie" (1930), "Min and Bill" (1930), "Tugboat Annie" (1933).

G

GARCEAU Raymond. - Agronome, né le 16 janvier 1919 à Pointe-du-Lac près de Trois-Rivières. Plus de cent courts métrages sur la vie à la campagne, tournés à partir de 1945. "Entre 1945 et 1950", observe-t-il dans **Objectif** en août 1966, "je suis sûr que j'ai filmé dans toutes les porcheries, toutes les vacheries et tous les poulaillers, de Halifax à Vancouver." Quelques titres éloquents: **Electrification rurale** (1946), **Boeuf de choix** (1947), **Insectes du potager** (1947), **les Travailleurs du sol** (1947), **l'Orme en péril** (1948), **Science et agriculture** (1948), **Farmer's Union** (1949), **Canada's Agriculture** (1950), **Infirmerie rurale** (1950), **Great Lakes** (1950). Vienne la télévision: Raymond Garceau, qui projette de réaliser dorénavant des longs métrages, se voit contraint de poursuivre dans la même voie du documentaire. Déçu, il bâcle **Referendum** en 1953 après avoir photographié un insolite **Femmes Polices**. Parallèlement à des commandites pour l'armée canadienne, il s'applique à dépeindre de son mieux quelques-uns des personnages typiques de la société québécoise: au **Bedeau** succèdent donc tour à tour **le Cocher**, **le Notaire** et **le Maire**. **Les Parents à l'école** (1954) an-

nonce **Bibliothèque** (1958). **Une île du Saint-Laurent** décrit la chasse aux oies blanches à laquelle se livre chaque année la population de l'île aux Grues. **Ti-Jean s'en va dans l'Ouest** (1956) préfigure **Ti-Jean au pays du fer** (1957). **La Grande aventure industrielle** captive à la fois par les réflexions du fondateur du chantier naval de la Marine Industries, M. Edouard Simard, et parce que l'interroge le futur leader du Parti Québécois, René Lévesque. Sans même marquer un temps d'arrêt, Raymond Garceau explore ensuite coup sur coup la Beauce, la Nouvelle-Ecosse et l'Alberta dont il rapporte en 1961 **la Chaudière, Chéticamp, Rivière-la-Paix** où quelques milliers de francophones, perdus au milieu de l'Amérique, refusent l'assimilation. C'est aussi en Alberta qu'il rencontre en 1962 le Métis Alexis Ladouceur avec qui il se lie d'amitié: **l'Homme du lac**, né de cette amitié, est une oeuvre extrêmement attachante dont les critiques vantent encore les qualités au moment où Raymond Garceau, après **les Petits arpentés**, s'essaye à la direction d'acteurs avec Ernest Guimond dans **les Diableries d'un sourcier** et à la mise en scène dans **le Grand Rock**, son premier long métrage tourné à Saint-Charles-de-Mandeville en 1968. Personnifié par Guy Thauvette, ce grand Rock est un honnête garçon mal marié à une certaine Régine (Francine Racette): couvert de dettes, il se laisse corrompre par la pègre et tente en vain de dévaliser une banque.

Autres films de Raymond Garceau: **Cage de bonheur** (1945),

Mon domaine (1946), **Ombre au paysage** (1948), **Land in Trust** (1950), **l'Abatis** (1952), **The Lumberjack** (1955), **Plan Dozois** (1955), **Plumes au vent** (1956), **la Drave** (1956), **le Notaire de Trois-Pistoles** (1959), **Intégration** (1960), **Norlanders** (1961), **Une année à Vaucluse** (1964), **les Echoueries** (1966), **les Pêcheries** (1966).

GUÉRIN André. - Né en 1928, il étudie les sciences sociales à l'Université de Montréal et les techniques administratives à Harvard avant d'accéder en 1963 à la tête de l'Office du Film du Québec et du Bureau de la Censure devenu depuis le Bureau de Surveillance du Cinéma. Son libéralisme, loin de rassurer le pouvoir, lui a maintes fois attiré les foudres d'importants ministres scandalisés par des oeuvres aussi inoffensives que "la Curée" et "I a woman". En mai 1969, au cours d'une allocution prononcée à l'hôtel Reine-Elizabeth, il a cette phrase révélatrice: "Je n'imagine pas comme idéal immédiat l'absence de toute surveillance du cinéma". Et d'ajouter: "Pour faire face aux rémissions en cause globales auxquelles nous assistons, il en est qui préconisent la méthode forte. Pour ma part, j'ai la conviction que la seule attitude vraiment responsable pour des citoyens adultes vivant en démocratie n'est pas d'élever des digues et de recourir à la matraque, mais de poursuivre une réflexion en profondeur qui est en définitive le seul moyen de comprendre les défis et de trouver éventuellement des pistes de solution."

LES FILMS EN UN CLIN D'OEIL



Cette semaine, c'est d'abord **CALCUTTA** au Verdi à compter du 24. Louis Malle, qui nous y présente une ville de chômeurs en proie aux pires difficultés, n'a pas réalisé ce film-là dans le but de favoriser le tourisme en Indes mais bien pour montrer jusqu'où va parfois le dénuement.

A Calcutta, il faut dire qu'il y est arrivé lui-même par un détour après avoir dirigé Jeanne Moreau dans "les Amants" et "Viva Maria" qu'interprétait aussi BB; après avoir mis en scène "le Feu follet" et "Ascenseur pour l'échafaud"; après avoir raconté des histoires. Les

histoires, ça dure un temps. Comme les violons. A un moment donné, le bruit des violons s'efface devant la musique des mitraillettes et le chasseur d'images authentique, armé de sa caméra, descend dans la rue à la poursuite de la vérité.

EROTISSIMO

Vous êtes propriétaire d'une salle de cinéma. Vous écoutez d'un navet qui relate les mésaventures d'une bourgeoise cherchant à reconquérir son mari. Ce navet, vous le coiffez d'un titre flagorneur susceptible d'attirer les curieux comme le papier collant attire les mouches. Le résultat, c'est **EROTISSIMO** et des centaines de dupes agglutinés au guichet de Berri, la piastre à la main. Ils payent, je veux dire bien sûr qu'ils se font tous plumer un par un. Triste spectacle!

THE INFORMER

Un homme livre à la police un révolutionnaire de ses amis en échange contre un peu d'argent. Cet homme, le héros de **THE INFORMER** qu'exhume le Musée des Beaux-Arts le 29 prochain, est-il un traître ou un pauvre? John Ford, le réalisateur du film, répond clairement que Gypo est un traître. Cette réponse me glace net. Décrire la cruauté des faibles sans jamais expliquer nulle part pourquoi ils le sont devenus, accablés à la misère par des ploutocrates invisibles, je trouve cette attitude malhonnête. En définitive, mieux vaut dénoncer les riches que de cracher sur leurs victimes.

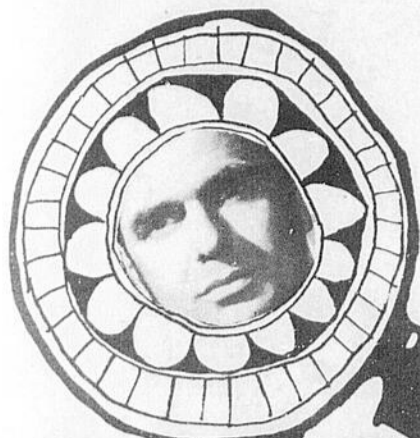
LA VIE, L'AMOUR, LA MORT

Après "Vive pour vivre", le Dauphin rapplique avec un autre

Lelouch dont la perfection formelle n'échappe certainement pas à ses détracteurs: au milieu de **LA VIE, L'AMOUR, LA MORT** s'effectue en effet un passage de la couleur au noir et blanc qui exprime de manière fulgurante le désarroi de Tolédo, condamné à la guillotine et presque déjà exécuté. Mais que Tolédo soit innocent ou coupable, je reproche à Lelouch de nous le révéler petit à petit: puisqu'il a voulu, de son propre aveu, protester contre la peine capitale, il me semble que sa démonstration serait plus convaincante s'il n'abordait pas cette question. A la tombée du rideau, chaque spectateur recueillerait la tête d'un coupable. Sans pouvoir affirmer: voici la tête d'un coupable. Sans pouvoir affirmer non plus: voici la tête d'un innocent. Il serait forcé de reconnaître: voici la tête d'un guillotiné. Et la guillotine, suis-je par hasard en faveur de la guillotine? Suis-je donc un barbare?

SWING LA BAQUAISE

Madame Bolduc, cette femme merveilleuse qui a traversé la Crise comme un rayon de soleil, personne jusqu'ici ne lui a consacré un seul film. Personne sauf Jean-Pierre Masse, ce cher Jean-Pierre Masse qui nous a donné déjà un important documentaire sur le F.L.Q. Toujours est-il que **SWING LA BAQUAISE** prend l'affiche à la Cinémathèque le 23.



L'ART DE PROTÉGER

LETTRE OUVERTE À MOI-MÊME

EN GUISE
D'INTRODUCTION

Quelle joie et quel soulagement! Enfin, je me suis trouvé un journal où je pourrai écrire vérités et réalités. Les deux tabous de l'"establishment". J'ai débuté dans le journalisme professionnel en 1961, dans "La Presse" sous Gérard Pelletier, au service ("arts et lettres") de Gilles Marcotte. Je découvrais, gros naïf, que si je n'aimais pas les activités du Musée des Beaux-Arts, le grand patron du journal grondait mes chefs qui me grondaient! En 1966, le "bureau de direction", pas fou, refusait ma candidature aux pages "arts". Bravement, j'allai join-

dre l'équipe de Bernard Turcot, à "Sept-Jours". J'y trouvai moins de tabous. Je pouvais toucher aux "bonzes" canadiens-français, mais gare si je grignotais le véritable "establishment", ceux de l'"Economik!"

Vous dire le plaisir éprouvé quand Pierre Leboeuf, et puis Jacques Guay, me parlèrent de "Québec-Presse", un journal libre des attaches traditionnelles!!! C'était fin juillet, on cherchait des collaborateurs intéressants, de l'argent propre (!), un nom, une imprimerie... Aujourd'hui: premier numéro! (Et j'en suis!) Es-tu content? Moi, oui.

VÊTIR CEUX QUI SONT NUS

En ce moment, la nouvelle rage du "show-business" à une heure de jet d'ici, dans l'île Manhattan, c'est "Oh, Calcutta!".

Cela dépasserait le célèbre "Hair" que l'auguste monsieur Piché de l'auguste Place des arts refuse toujours de programmer.

Maintenant, comme on le voit dans une récente livraison d'"Evergreen" (un magazine spécialisé et épicé) ils sont quatre couples qui, dès le départ du "show", jettent leurs vêtements et accessoires: bracelets, mon-



Aphrodite, 1929, par Kalmakoff (1873-1955)

tres etc. Nos petits "copains" du milieu "spectacles" vont vite faire le voyage et, revenus, en parleront encore entre eux comme de graves initiés. Les frustrations sexuelles, imposées par la civilisation comme il se doit, font donc naître d'audacieuses images (imprimés ou spectacles, cela va de "Justine" réédité ou "Après-ski" jusqu'à "Je suis curieuse (jaune)" et "O, Calcutta!").

Les refoulés sexuels ne sont jamais contents. En Norvège, fin octobre, il y aura même "foire d'art pornographique". On sait, c'est dit et répété, que l'ennui le plus pesant finit toujours par descendre sur ces excès qui vont dans un unique sens. Nous sommes, en fin de compte, bien loin de l'érotisme. La licence, l'envers de la censure, n'est pas moins répressive. Les gens responsables, savent que nous sommes dans le creux d'une vague, en pleine crise de civilisation. Alors, ils regardent, muets, retés. La police n'a pas bougé, ni monsieur Pierre Juneau. Vous avez vu ce travesti? Ecrivez-lui.

Adresse de M. P. Jumeau, directeur du Bureau de surveillance de la radiotélédiffusion, 2120 est, rue Sherbrooke. Ministère du Transport et des Communications. L'émission avec cette scène incroyablement grossière passait vers le 22 septembre.

MEILLEUR QUE LE TNM, LE TMN

Il faut se méfier d'abord. Si vous parlez pour une dramaturgie nationale, c'est-à-dire Québécoise, les épithètes injurieuses peuvent pleuvoir. Vous êtes un raciste, un xénophobe, un régionaliste étroit et le reste des invectives faciles proférées par nos grands hommes de théâtre; ils peuvent bien se nommer

Jean-Louis Roux, Jean Gascon ou Yvette Brind'amour. Ceci dit, voici donc mon propos.

Depuis peu, nos directeurs de troupes réfléchissent. Ainsi, l'énorme succès populaire (parce qu'identifiant au possible) de Tremblay avec ses fameuses "Belles Soeurs" force Madame la directrice à nous annoncer que son théâtre reprendra encore ce spectacle (dans lequel Denyse Filiatreault est hallucinante de vérité). Buissonneau se tourne aussi vers Tremblay. Même le téléthéâtre "savant" de CBFT a lorgné du côté du "joual" avec trois textes du dit Tremblay, montés par l'excellent Paul Blouin pour janvier. Gratien Gélinas montre du Sabourin-Charlebois et le TNM en fera tout autant. On joue "safe", on table le "succès assuré", comme CJMS singeant CFOX. Le contraire de l'audace, c'est se répéter. On presse le "citron" Tremblay comme on a démesurément pressé celui de Marcel Dubé. Indécent de paresse!

Or, il y a le TMN, le "Théâtre du même nom", cinq jeunes en rupture de ban avec l'"establishment" des conseils-des-arts. Ils font voir une sorte de fantastique séance de défoulement des "classiques" du Conservatoire, d'où ils sortent. C'est pétant de santé. Il faut montrer ça partout. Mais, c'est vrai, le distingué ministre des Affaires culturelles n'aimera pas ce genre. Les "gens bien" vont au théâtre pour bailler. Par en dedans, évidemment, c'est plus poli.

Ami lecteur, une déconspiration pour faire la vidange et décrocher le vieil appareil culturel de la France du XIX siècle: le TMN, rue Papineau, au coin de Sainte-Catherine. Eh oui, dans l'est, mon pauvre vieux!

TÉLÉVISION

UN CHOIX IMPOSSIBLE

Le Québec a la chance de jouir de deux postes de télévision, mais il a la malchance d'avoir un choix impossible à faire. Le réseau français de Radio-Canada, mieux connu sous le nom de canal 2, relève du gouvernement fédéral et il est, par conséquent, tenu de diffuser une programmation "nationale", qui tient compte, en un mot, de la réalité canadienne. On rappelle fréquemment le rôle inhérent à une télévision d'Etat, et dans le cas précis du canal 2, on rappelle à ses dirigeants qu'il doit servir la cause de l'unité canadienne. Voilà la situation générale. Quant à Télé-Métropole, autrement dit le canal 10, comme il s'agit d'une entreprise privée, son but profond est commercial, son but avoué distraire la population. Dans les deux cas, le Québec a peu de prise sur deux des principaux moyens de communications modernes qui déterminent le comportement, les goûts et la culture populaires. Cette année, le canal 2 a supprimé la plupart de ses émissions d'affaires publiques pour les remplacer par deux seules:

"Format 30" et "Format 60". Les équipes se trouvent du fait même groupées, le travail centralisé, les émissions moins dispersées dans la programmation générale. Au Téléjournal devait succéder "Le point", qui a été remis à plus tard pour des raisons financières. Des restrictions budgétaires ont retardé la mise à l'horaire de l'émission "Le Point", de même qu'elles forçaient les autres services à réduire leurs dépenses, quitte à affaiblir la qualité du travail qui s'y faisait. Sans prétendre que cette politique vise à nettoyer Radio-Canada de ses éléments subversifs, on peut deviner qu'à la faveur de cette réduction budgétaire, on en vient à liquider ni plus ni moins des collaborateurs dont le zèle n'allait pas dans le sens de l'unité canadienne. Ce ne serait pas une chose si étonnante qu'on peut le croire, étant donné la réaction de panique presque généralisée qui se manifeste chez les dirigeants des organes d'information.

Du côté de Télé-Métropole, on a effectué quelques changements intéressants, particuliè-

rement dans le domaine de l'information: Télé-Métro a disparu pour faire place à deux nouvelles émissions, "Studio 10" et "Le 10 vous informe". L'information est plus complète qu'elle l'était, elle est mieux présentée. Comparé à cet effort remarquable, l'effort fait dans le domaine de la production locale paraît risible. On a conservé à l'horaire des émissions dites populaires parce qu'elles sont conçues en fonction du goût le plus médiocre, et il suffira de nommer "Cré Basile" et "Claude Blanchard" (qui dure une heure maintenant). Les émissions-quiz ne manquent pas; il faut dire que le canal 2 se lance là-dedans à fond de train. En soirée, au 10, outre quelques émissions de divertissement produites ici, on nous présente des séries adaptées de l'américain, genre "Ca prend un voleur". Dans le domaine des variétés, un progrès à noter: le 10 a mis la main sur Jacques Boulanger, une vedette du 2. Il anime "Le rideau s'ouvre" dont la qualité ne s'est pas améliorée pour autant, et une émission matinale, "C'est parti". Du côté

du cinéma, le 2 bat le 10, qui nous présente généralement des films qui sentent la poussière et dont le niveau est plutôt bas.

Revenons aux "formats" de Radio-Canada. "Format 30", présenté du lundi au vendredi, est animé par un seul homme, Louis Martin, et contrairement à feu "Aujourd'hui", le sommaire ne compte généralement qu'un seul sujet; s'il ne vous intéresse pas, vous tournez le bouton. Il n'en reste pas moins que l'émission est souvent intéressante, surtout quand elle aborde un problème vital, ce qui n'est pas toujours le cas. A "Format 60", on présente des reportages ou des entrevues sur des problèmes autant internationaux que locaux. L'heure n'est pas toujours bien remplie, et il arrive qu'on n'aille pas assez loin dans l'analyse d'une situation, une

fois qu'on l'a décrite.

Est-ce pour concurrencer le 10 que le 2 a inscrit à son horaire un téléroman aussi vide que "Quelle famille!"? Nous n'en finissons pas de nous poser la question. Chose certaine, les téléromans actuels reflètent en la déformant la réalité dont ils s'inspirent, comme si le petit écran ne pouvait pas supporter la vérité crue. Il lui faut la filtrer ou la rendre digestible. Tout ceci pour dire que la programmation de nos deux postes de télévision n'est pas ce qu'elle pourrait être, compte tenu des énormes moyens dont elle dispose, compte tenu également de l'évolution actuelle. La télévision deviendrait-elle un art de dorer la pilule ou une sorte de puissant somnifère?

André BAUTRONT

TÉL.: 677-9101

La Barre
500 Inc.

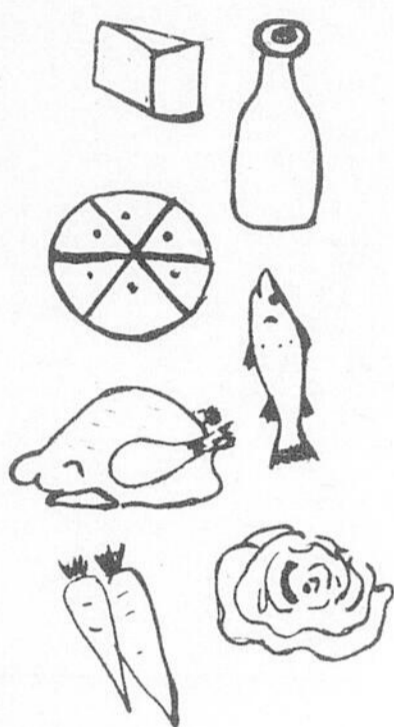
MOTEL
SALLE DE CONGRES
SALLE DE RÉCEPTION
BAR SALON
SALLE A MANGER

2019, BOUL. TASCHEREAU (RTE 9)
CITÉ JACQUES-CARTIER, QUÉ.

Nicholas et Martine veulent jouer avec toi

Chaque semaine Nicholas et Martine joueront avec toi. Parfois tu pourras gagner des prix en participant à des concours. Je pense que tu t'amuseras beaucoup avec tes nouveaux amis!

plein air



Maman demande à Martine d'aller à l'épicerie pour acheter: Une pointe de fromage, un poulet, une laitue, un poisson, une tarte, des oeufs, une pinte de lait et des carottes.

QU'EST-CE QUE MARTINE A OUBLIÉ D'ACHETER?

RÉPONSE:
LES OEUFS

TERRAIN, DISPOSITION: Terrain plat. — Groupe de 5 à 8 joueurs en file.

DESCRIPTION, BUT, REGLE: Le "renard" essaie de s'emparer (toucher) du dernier des "poussins". Ceux-ci sont placés en file derrière leur mère (la "poule") qui empêche le "renard" de les atteindre en lui faisant face et en écartant les bras: le "renard" essaie de la contourner. Les "poussins" encerclent le précédent, ou leur "mère" par les bras, doigts croisés.

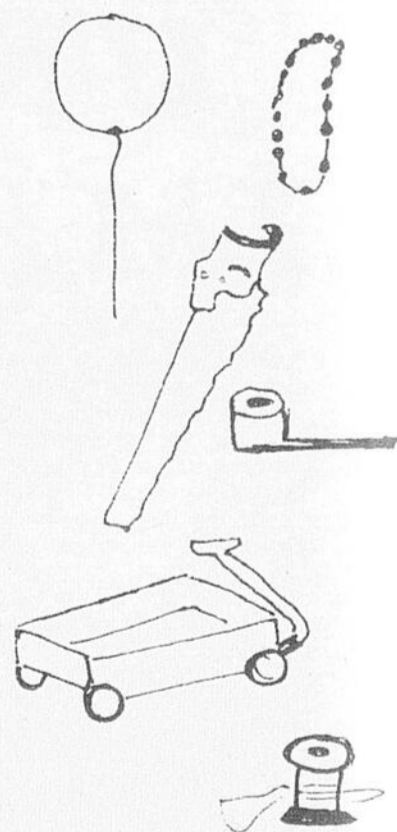
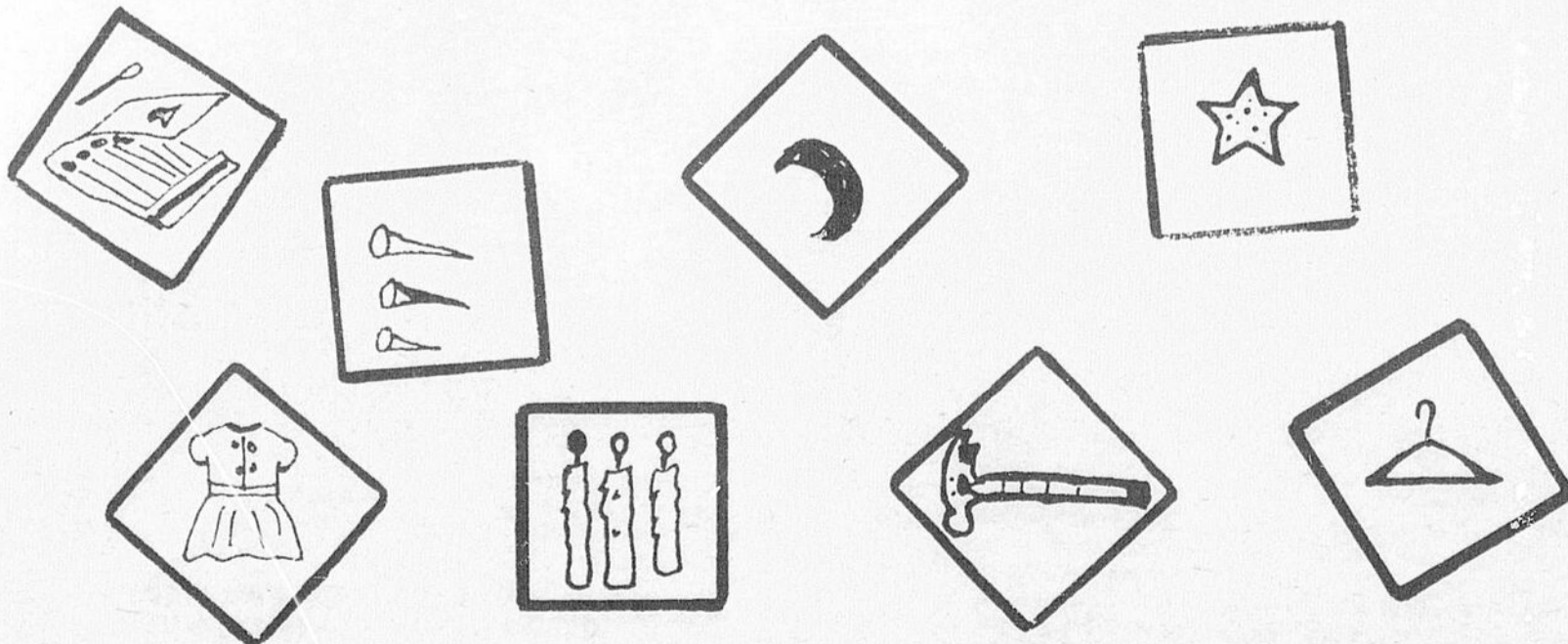
Si le dernier "poussin" est touché ou si la chaîne des "poussins" se casse, le "renard" gagne, et les rôles changent.

ORGANISATION:

- Distribuer les rôles. Constituer un seul groupe de joueurs, les autres seront momentanément spectateurs.
- Aligner les "poussins" en file derrière la "poule". Les faire se tenir solidement.
- Donner le but du jeu et siffler le départ.
- Encourager "renard" et "poule".
- Lorsque le "renard" gagne, changer les rôles: le "renard" devient le dernier des "poussins", ceux-ci avancent d'une place. Le premier devient "poule", et la "poule", "renard".
- Constituer plusieurs groupes suivant le nombre des joueurs et faire jouer tous les groupes simultanément.

les objets

TRACE UNE LIGNE POUR RELIER ENTRE EUX LES OBJETS QUI VONT TRÈS BIEN ENSEMBLE



ci-haut, il y a (2) objets qui sont à papa, (2) à maman et (2) à toi. Trouve-les!

Réponse dans l'ordre:
Pipe et scie
collier et bobine
chariot et ballon.

Réponse: Lune-étoile, robe-cintre, marteau-clous.

QUÉBEC-SPORT

OUVERTURE DE LA LIGUE SÉNIOR DU QUÉBEC

La nouvelle ligue de hockey senior du Québec va inaugurer sa première saison dimanche le 19 octobre alors que les champions des éliminatoires, les Castors de Cowansville du nouvel instructeur Fernand Bernaquez (il a succédé à Roland Morriseau) recevront la visite des Renards d'Iberville, champions de la cédule régulière. La partie débutera à 7:30 heures p.m. à l'aréna de Cowansville. Dans l'après-midi à 2:30 heures, au Palais des Sports de Granby, les

Vics de l'endroit recevront les Gaulois de Saint-Hyacinthe. Ces deux dernières équipes faisaient partie l'an dernier de la défunte ligue provinciale. Les Omégas de Dorval seront inactifs.

Au début de la saison, les Vics de Granby pilotés par Gilles Bédard, le frère de Roger Bédard, instructeur des Canadiens juniors, ont été établis favoris pour remporter tous les honneurs. Ils ont conservé leurs meilleurs joueurs de l'an dernier, en plus de faire l'acquisi-

tion par voie du repêchage de quelques athlètes qui portaient les couleurs du Victoriaville et des Castors de Sherbrooke.

Cependant, les Renards d'Iberville présenteront encore une formation qui aura plus que son mot à dire dans la course au championnat. Leur as-compteur, Jean Noël Audet, a signé son contrat de même que Serge Boily qui a quitté le camp d'entraînement d'un club-ferme des Canadiens pour s'aligner avec les Renards d'Iberville. Les Gau-

lois de Saint-Hyacinthe, avec leur mélange de vétérans et de recrues agressives, entendent bien tirer leur épingle du jeu.

Chaque équipe disputera 48 parties.

La saison prochaine la ligue senior entend bien agrandir ses cadres. Un comité d'expansion a été formé à cet effet et déjà trois villes semblent intéressées à se joindre au circuit du président Charron. Il s'agit de Valleyfield, Valcourt et de Bedford. On n'écarte pas non

plus la possibilité du retour du Drummondville.

PARTIES DE LA SEMAINE:

Dimanche 19 octobre;
Iberville à Cowansville (7:30)
Saint-Hyacinthe à Granby (2:00)
Mardi 21 octobre;
Cowansville à Saint-Hyacinthe
Dorval à Granby.
Jeudi 23 octobre;
Dorval à Cowansville.
Iberville à Saint-Hyacinthe.
Vendredi 24 octobre;
Granby à Iberville (9:00)

UNE AUTRE ANNÉE PROMETTEUSE POUR LA LIGUE JUNIOR "A" SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN

La ligue de hockey junior "A" Saguenay-Lac-Saint-Jean a inauguré sa saison 1969-70 vendredi dernier. Chaque équipe disputera 40 parties durant la cédule régulière. Le champion des éliminatoires rencontrera le titulaire de la nouvelle ligue junior "A" du Québec du Président Robert Lebel.

Les clubs de la ligue junior "A" Saguenay - Lac - Saint - Jean ne jouent que le vendredi et le dimanche, afin de favoriser les étudiants qui forment environ 98% des joueurs qui évoluent dans ce circuit.

Cette année les dirigeants de cette ligue débordent d'activité, à la suite des succès qu'ont connus toutes les villes qui avaient inscrit des équipes pour les représenter.

Six formations complètent les cadres de cette ligue: les Marquis

de Jonquière de l'instructeur Donat Deschênes; les Saguenéens de Chicoutimi de l'instructeur Claude Basque (ils ont terminé en première position l'an dernier); le National de Port-Alfred, de l'instructeur Gilles Marquis les Castors de Dolbeau, de l'instructeur Gérard Audette; les Aiglons d'Alma, de l'instructeur Ghislain Moffat; et les Citadins d'Arvida de l'instructeur Marcel Dufour.

Parmi les pilotes de ces six équipes on ne compte qu'une seule nouvelle figure, soit Ghislain Moffat des Aiglons d'Alma. Moffat est un ancien de la ligue junior Saguenay-Lac-Saint-Jean qui a connu par la suite plusieurs années de succès avec les Reds de Providence dans la ligue américaine. Le pilote des Marquis de Jonquière a également

évolué dans le même circuit, après avoir remporté le titre de meilleure recrue avec les Reds

de Trois-Rivières, alors sous la direction de Jack Toupin.

Le nouveau président de cette

ligue est Vincent Coulombe de Port-Alfred. Il a succédé à Me Lucien Larouche de Dolbeau.

Hockey

Le Hockey, en couleur avec René Lecavalier, Jean-Maurice Bailly, Lionel Duval et leurs invités
le mercredi à 20h00



La Paire gagne

Vous voulez gagner de l'argent
Vous voulez vous détendre
Jouez à LA PAIRE GAGNE
avec Juliette Huot
et Jacques Houde
le mercredi à 22h20



REGARDEZ BIEN, REGARDEZ
RADIO-CANADA AU CANAL 2

CROSS-COUNTRY

CHAMPIONNAT DE L'EST DU CANADA À OTTAWA

Septembre, octobre et les premiers jours de novembre marquent la saison des principaux cross-country au Québec et dans l'est du pays.

Le 28 septembre dernier se tenait au Parc Lafontaine une course de 12 milles pour les seniors ainsi que des compétitions pour les juniors et les juvéniles. Cette année cette rencontre a connu un vif succès autant par le nombre des participants que par leur qualité. Quelques centaines de joggers s'étaient joints aux coureurs à cette occasion, alors qu'ils ont participé à une compétition spéciale qui leur était réservée.

Hier, le 18 octobre, deux

cross-country de première importance se tenaient respectivement à Saint-Jean, au Collège Militaire Royal, et à Ottawa, pour le championnat de l'Est du Canada. Les meilleurs athlètes de toutes les provinces, catégories senior, junior et juvénile, s'étaient donné rendez-vous dans la capitale fédérale à cette occasion.

Enfin la saison des cross-country se terminera samedi le 1er novembre alors que les championnats se tiendront à Saint-Jean, sur les terrains du CEGEP Saint-Jean-sur-Richelieu. On attend plus de 200 coureurs à cette compétition.

L'UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE BRILLE DANS LES COMPÉTITIONS SPORTIVES

Les différentes équipes sportives qui représentaient l'Université de Sherbrooke l'an dernier dans les concours inter-universitaires ont connu un vif succès.

Jean Perrault a remporté le championnat du ski alpin de la Conférence Ottawa-Saint-Laurent. Jean Goulet a été couronné champion au golf dans la même Conférence. Au hockey, le "Vert et Or" a terminé en deux-

me position dans la C.O.S.L. Au judo, les représentants de Sherbrooke ont terminé en deuxième position dans leurs catégories respectives. Au badminton, Gaëtan Lainesse s'est mérité une deuxième place au championnat des Cantons de l'Est.

Dans le domaine du ski et du hockey, des disponibilités exceptionnelles ont bien servi l'Université de Sherbrooke dans

ses compétitions. Les championnats de ski eurent lieu au Mont - Orford, alors qu'au hockey, le Palais des Sports se prêtait fort bien aux rencontres de championnat de C.O.S.L.

L'EQUIPE DE FOOTBALL

Au football le "Vert et Or" éprouve des difficultés à s'imposer dans la Conférence de Football junior Ottawa-Saint-Laurent.

Les protégés de Tony Hefferman ont encaissé une première défaite lors de leur rencontre inaugurale à Montréal contre l'Université du Québec qui les ont vaincus au compte de 12-7, alors que la puissante formation du Collège Loyola, écrasait les joueurs de l'Université du Québec (Trois-Rivières) par 54-0. Loyola représenterait l'équipe à vaincre dans cette ligue.



Jean Perrault, champion du ski Alpin de la Conférence Ottawa-Saint-Laurent.

À L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL: DES INSTRUCTEURS COMPÉTENTS

Les différentes équipes qui représenteront officiellement l'Université de Montréal dans les compétitions sportives inter-universitaires seront dirigées par des instructeurs compétents.

Qu'il suffise de nommer quelques noms pour se rendre compte de l'importance qu'accorde l'Université de Montréal à l'é-

ducation physique et à l'athlétisme. Dave King, ancienne vedette des Alouettes est instructeur-chef de l'équipe de football "Les Carabins". Cette équipe qui n'a pas encore connu la victoire cette année en deux tentatives, joue contre des représentants des plus importantes universités du Québec et de l'Ontario.

En athlétisme, Jean-Paul Baert prépare des athlètes et pour les concours inter-universitaires et pour les grandes compétitions internationales. Baert se spécialise dans la formation des différents lanceurs: poids, javelot. André Huneault, directeur-adjoint des sports, est instructeur de l'équipe de hockey "Carabins Senior".

Voici les noms de quelques autres instructeurs: Mlle Francine Germain, chef de section pour les sports féminins est instructeur de volleyball chez les filles; Jean-Guy Ouellet est instructeur de volleyball chez les hommes.

Le directeur des sports est M. Gérald Simon, également membre du comité olympique.



LA BANQUE CANADIENNE NATIONALE ENCOURAGE L'ATHLÉTISME AU QUÉBEC

"C'est, pensons-nous, un devoir pour les grandes entreprises de servir la communauté en favorisant son épanouissement dans les domaines social, économique et culturel. L'athlétisme, et en particulier le sport amateur, est une activité dont l'importance ne saurait être négligée à l'époque où nous vivons, à l'heure où l'ère des loisirs a déjà débuté".

Ainsi s'exprimait M. Louis Hébert président de la Banque Canadienne Nationale, lors de la remise d'un chèque de \$15,000. au président de l'Association d'athlétisme amateur de la province de Québec, M. Pierre Charbonneau. M. Hébert a en plus souligné que cet argent permettrait à cette association de développer davantage au Québec l'athlétisme et le sport amateur.

Pour sa part le représentant de l'Association a souligné qu'un de ses objectifs "était de former des entraîneurs qui pourraient faire bénéficier de leurs connaissances les milliers de jeunes qui s'adonnent à l'athlétisme et au sport amateur. Par son geste, de continuer celui-ci, la Banque Canadienne Nationale va permettre à l'Association

d'implanter un programme d'action bien concerté qui devrait former des milliers de participants de toutes les couches sociales en prévision d'une plus grande participation québécoise aux Jeux olympiques de Munich en 1972."

FORMATION DES CADRES ET PERFECTIONNEMENT DES ATHLETES:

A cette occasion l'AAAPQ a dévoilé deux de ses projets immédiats dans son programme d'action de la saison: l'aide à

apporter à la formation des cadres et la mise en exécution d'un programme de perfectionnement des athlètes. Pour atteindre ces buts, cinq points de rassemblement ont été prévus afin de contacter le plus grand nombre possible d'enseignants, d'éducateurs, d'animateurs et d'entraîneurs. On a déjà visité les régions de Rouyn et de Rimouski. Les 20 et 21 octobre, la délégation sera à Québec, le 22 dans le Lac Saint-Jean-Saguenay et le 25 octobre à Montréal et la région.



CALENDRIER DES SPORTS UNIVERSITAIRES

Mercredi 22 octobre:

SOCCER:

Collège Militaire Royal à Bishop's. 16:00 heures.
Loyola à S.G.W.U. 19:30 heures.

Vendredi 24 octobre:

ATHLETISME:

Au Collège Militaire Royal de Saint-Jean: Championnat d'Athlétisme de la Conférence Ottawa-Saint-Laurent. 13:00 heures.

Samedi 25 octobre:

FOOTBALL:

Queen's à McGill. 14:00 heures.
S.G.W.U. à Montréal. 14:00 heures.
Loyola à Bishop's 14:00 heures.
C.M.R. à Sherbrooke 14:00 heures.
Université Québec (Montréal) à Université du Québec (Trois-Rivières) 14:00 heures.
McGill à Loyola 11:00 heures.

SOCCER:

Ottawa à Laval 14:00 heures. Bishop's à R.M.C. 14:00 heures.
Queen's à McGill 11:00 heures. S.G.W.U. à C.M.R. 14:00 heures.

DOMAINE GENTILLY

CENTRE VILLE

BUNGALOWS \$13,450.00

TERRAINS .30¢ P.C.

LOGEMENTS \$90.00 PAR MOIS

COIN
BOUL. JACQUES-CARTIER
ET
BOUL. ROLAND THERRIEN

679-1730

BUREAU: 1155 BAGOT
LONGUEUIL

PAUL HUGRON PHOTO

1247 BÉLANGER

274-6589

PHOTOS

MARIAGE
COMMERCIAL

VENTE

CAMÉRAS
PROJECTEURS

SUR PRÉSENTATION DE CE COUPON

VOUS BÉNÉFICIEZ D'UN ESCOMPTE ADDITIONNEL
EN PLUS DE L'ESCOMPTE HABITUEL

ESCOMPTE

5%

POUR CE
COUPON

MOT MYSTÈRE

NO 1

PAR FERNAND PRINCE

P	N	N	C	N	O	I	T	I	R	T	U	N	L	A	M	P	I	O	N
I	E	O	O	O	R	I	E	N	T	A	L	I	S	T	E	L	U	O	G
A	M	N	L	N	S	E	S	I	R	T	I	A	M	A	L	C	C	A	U
N	S	G	O	A	C	M	P	E	N	D	U	L	E	T	T	E	U	O	M
I	I	I	N	I	T	H	O	P	A	R	E	A	V	I	I	U	N	O	S
S	L	P	I	N	P	E	A	P	R	U	L	I	E	L	A	D	R	T	R
T	A	M	A	R	L	M	H	L	O	O	O	N	N	L	V	D	E	N	E
E	R	A	L	L	R	N	A	R	A	L	S	E	E	O	A	N	I	A	E
A	U	H	I	P	I	E	D	H	E	M	I	A	T	N	O	U	V	E	L
O	T	C	S	E	E	I	S	M	C	P	M	T	T	P	E	R	V	I	L
F	A	T	M	S	N	R	M	P	O	A	A	E	E	E	S	I	R	P	E
V	N	A	E	A	E	E	M	R	O	N	C	N	N	R	U	E	N	E	M
I	I	V	T	N	N	A	T	E	T	N	O	R	E	T	I	R	E	M	E
T	N	E	I	T	T	I	D	I	A	I	S	P	O	R	T	I	F	S	N
E	U	R	A	E	Q	I	N	R	T	B	E	A	O	S	A	V	A	I	T
R	A	L	R	U	R	E	O	U	U	N	I	R	B	L	T	I	O	O	I
M	E	A	E	R	T	U	L	N	S	E	E	L	C	L	E	I	T	A	O
I	I	U	U	A	T	O	N	E	E	M	R	A	I	E	E	C	C	T	N
T	C	I	T	E	V	E	H	C	U	O	B	R	A	T	T	A	C	H	E
E	S	E	S	E	R	E	I	N	N	O	T	N	E	M	E	N	E	V	E

- | | |
|---------------|---------------|
| A | M |
| Acclamait | Maitrise |
| Acrostiche | Mal-nutrition |
| Attention | Mariner |
| Avait | Materait |
| | Meneur |
| C | Mentale |
| Camisole | Mention |
| Champignon | Mentionniere |
| Champion | Meriteront |
| Colonialisme | Monopole |
| Cosmopolite | Mordante |
| | Mouette |
| D | N |
| Daphnie | Naturalisme |
| | Nonchalamment |
| E | Nouvel |
| Email | Numero |
| envier | |
| Eprise | O |
| Erreur | Oiseau |
| Etalon | Ordinateur |
| Evenement | Orientaliste |
| Evolution | |
| G | P |
| Goulet | Panerait |
| | Pendulette |
| I | Pense |
| Ideal | Permeabilite |
| Igloo | Pesanteur |
| Irresponsable | Pianiste |
| | Portique |
| L | Prosateur |
| Laine | |
| Lampion | R |
| Lapin | Rattache |
| Lente | Reellement |
| Lion | Retive |
| Livre | Routes |
| Light | |

LA SOLUTION DU MOT MYSTÈRE SERA
DONNÉE LA SEMAINE PROCHAINE

769-2746

768-2551

AFR

AUTOMOBILE FLEET RENTAL LTD. LTÉE

LOCATION D'AUTOS A LA JOURNÉE OU A L'ANNÉE

FILIALE DE OMER BARRÉ VERDUN LTÉE

BERNARD FOURNIER
GÉRANT

5989 VERDUN AVE.
VERDUN, QUÉ.

SKI



POUR TOUS

PAR
RICHARD JOANNETTE

Le ski moderne est-il un sport ou une sorte de névrose collective?

Avant de commencer une série d'articles sur cette distraction tant répandue, je voudrais répondre moi-même à cette question qui m'a été si souvent posée lorsque j'étais directeur d'école de ski.

Puisque la foule attire la foule, il est évident que, maintenant, beaucoup de skieurs se sentent attirés vers ces centres de neige où ils seront certains de ne pas être en pleine solitude. Ce qui a d'abord fait la joie des sportifs solitaires éparses dans la montagne a dégénéré en tourbillon de couleur, en bruit de remonte-pente, en longue attente avant la remontée vers le sommet et en "m'as-tu-vu-ammorcer-ce-virage?"

Nous sommes bien loin de ces virages télémak que Sir Arnold Lunnd décrivait comme tels: "Vous descendez la montagne les bras ouverts comme des ailes avec une poitrine bombée de fierté en poussant un ski vers l'avant jusqu'à ce que votre

chaussure rejoigne la spatule de l'autre ski sur lequel vous posez presque le genou".

J'ai bien le droit de vous parler de ce temps passé où nous étions à peine qu'une petite poignée d'hommes qui s'étaient rendus dans ces champs de neige pour y trouver la paix, le calme, l'amitié et la griserie de la solitude.

Ainsi je répondrai à cette question qui m'a vivement intéressé, en me servant de mon expérience d'abord comme technicien du ski, ensuite comme amant de la montagne.

Nous avons peur de la solitude comme s'il nous restait à peine quelques minutes à vivre, comme si nous n'avions plus le temps de vivre aussi. C'est la ruée vers l'extérieur comme si une catastrophe mondiale était imminente.

Ainsi, sans vouloir trop exagérer, le phénomène du ski fait partie de ce malaise inconscient dont souffrent la plupart des gens de notre époque.

Sans vouloir me servir de mots qui font peur à ceux qui veulent se divertir au soleil, je pense à cette panique douce et ce vertige qui peut-être sous des apparences de gaieté donnent à 80 p. 100 des skieurs le prétexte de skier.

Je suis sûrement le premier à m'accrocher à une journée ensoleillée, puisque j'ai passé une grande partie de ma vie en montagne; mais je suis probablement le dernier à admettre l'exagération du côté commercial du ski dont profitent les exploitants de la maladie humaine.

Et même lorsque j'étais directeur d'école de ski, je le souligne une seconde fois, je me posais la question à savoir quel était le temps où nous nous amusions à rouler dans la neige avec une vieille paire de ski de

bois sans carres d'acier, ni semelle de cofix.

Il y a neuf ans j'étais dans le Tyrol, principalement à Innsbruck, où j'habitais pour quelques temps. Un jour, un ami m'invita à visiter une usine de skis. Puisque lui et moi étions instructeurs de ski nous avions un vif intérêt à connaître les derniers développements de la fabrication des skis qui allaient être mis en marché l'hiver suivant. Alors que nous nous dirigeons vers cette petite ville autrichienne célèbre pour être le siège d'une des plus importantes fabriques de ski au monde, il m'expliqua que les skis que nous allions examiner étaient en fibre de verre et que le prix de ces skis sur le marché nord-américain allait être de 125 dollars la paire.

"Jamais personne ne sera assez fou pour payer une somme pareille pour une paire de ski, lui dis-je. Ces gens-là ont perdu la tête".

Ces gens-là, non seulement, n'avaient pas perdu la tête mais, depuis une paire de ski coûtant \$125, dollars est maintenant considérée par la plupart des skieurs du dimanche comme étant des skis de qualité moyenne et inadéquats pour eux.

Ce skieur du dimanche qui cherche de boutique en boutique de ski chaque automne à connaître la réponse définitive sur son choix d'équipement ne sait plus à qui faire confiance tellement il se cogne à de pseudo-spécialistes qui dispensent d'affirmations beaucoup trop influencées par l'ère de la consommation. Cent boutiques cent réponses...

Dans notre prochain numéro je tâcherai donc de faire la part des choses en étant impartial et sincère.

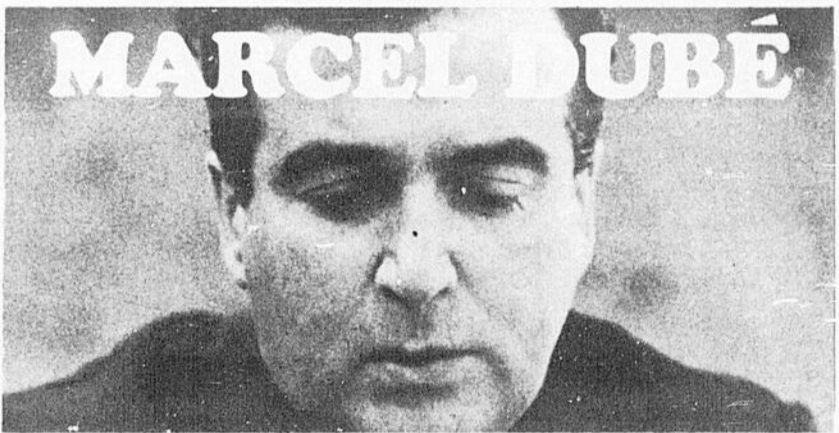
fugitive et commande la prudence. A QUEBEC-PRESSE, j'aurai donc plus de latitude et de liberté puisque j'aurai à traiter de la vie sportive dans les cadres d'un hebdomadaire.

Au temps de ma jeunesse j'ai pratiqué des sports d'équipe, comme le hockey, la crosse et le baseball. Lorsque j'ai abandonné je suis devenu un fervent spectateur des matches de football. Journaliste à Perspectives au début des années soixante, j'ai traduit plusieurs chroniques de Andy O'Brien en plus de rédiger un long reportage sur la vie et le destin des joueurs de football. Cet article portait comme titre: "Les frères ennemis."

Aujourd'hui, je me retrouve à QUEBEC-PRESSE qui me demande ma collaboration. J'en suis très heureux. A Maclean, j'étais sans contrat et je n'ai même pas tenté de prévenir les nouveaux directeurs qu'ils ne recevraient plus mes textes. Je n'ai jamais pu accepter d'être encadré par des garde-chiourmes et c'est la raison pour laquelle je vais à QUEBEC-PRESSE où je retrouverai des vrais journalistes qui ont à coeur de bien faire leur métier, et qui, rejetés par l'establishment, se crachent dans les mains et fondent un nouvel hebdo qui sera sous plusieurs aspects, le reflet de ce que nous sommes. Le peuple que nous sommes a le devoir de s'affirmer un peu plus de jour en jour et dans tous les domaines. C'est une stricte question de survie.

Alors, comme lorsque j'étais au collège et que je m'élançais sur les patinoires avec mes équipiers, je fais de même aujourd'hui, je présente aux lecteurs de QUEBEC-PRESSE, mes lettres de créance et leur donne rendez-vous à la semaine prochaine, avec cet espoir au coeur que nos rendez-vous hebdomadaires se perpétueront très longtemps.

LE SPORT VU PAR



Il y avait au Québec un Magazine Maclean. Il existe encore, paraît-il, mais après avoir perdu sa substance, sa moëlle épinière, ou encore son coloris et son plumage. Ses directeurs l'ont émasculé en le privant de ce qui lui donnait un sens, une raison d'être. J'espère bien que des milliers et des milliers de ses lecteurs répondront par l'abstinence à l'outrage qu'on leur a fait. Les abonnés surtout. Ce sont eux qui seront les plus lésés. Ils ne recevront plus désormais le produit qu'ils attendaient de ce magazine lorsqu'ils ont consenti à faire le déboursé qui leur permettrait de le lire avec régularité. Je souhaite de tout coeur que la nouvelle direction du Maclean se repentira d'avoir succombé à la tentation de l'ostracisme. La boîte de conserves gardera peut-être son étiquette mais ne contiendra plus que des aliments diététiques, sans couleur, sans odeur et sans saveur. Mesure d'hygiène quoi!

Je n'occupais qu'une place sans importance au magazine Maclean mais j'en étais heureux.

J'y travaillais depuis peu de temps d'ailleurs mais plus les mois passaient, plus je m'y plaisais. Son rédacteur en chef, Mario Cardinal, à qui on n'a pas laissé d'autre choix que celui de démissionner — parce qu'il est journaliste de métier en plus d'être un homme d'honneur et de dignité — était rapidement devenu pour moi un ami. J'attends que l'occasion me soit donnée de lui répéter ces choses de vive voix. Il s'est exprimé avec droiture et clarté sur le sujet, aucune personne lucide ne saurait le blâmer avec justice, nul ne pourrait condamner son attitude et sa décision.

Je n'avais jamais songé à écrire de chronique sportive avant qu'il n'en eût lui-même l'idée avec Gilles Constantineau. Lorsqu'ils m'en parlèrent, je fus étonné et ravi à la fois. Mais ce n'était pas facile. Maclean était un mensuel et les dates de tombée rétrécissaient le champ des sujets à traiter. L'actualité sportive, comme celle des chiens écrasés et de la nécrologie, est

SANS MICRO NI CAMERA

FEUILLETON EXCLUSIF
DE CLAUDE JASMIN

Nicole travaille à la télévision depuis plus d'un an déjà. Elle a dix-neuf ans. Ses cheveux sont bruns, presque noirs. Quand elle était petite fille, sa mère Jeanne Marceau, femme ambitieuse mais rêveuse, envoyait sa mignonne petite fille Nicole, prendre des cours de ballet et de diction. Tous les mardis et jeudis après l'école. Aujourd'hui, coincée entre les bureaux de chêne, au milieu du drôle de petit trafic des employés de la compagnie Télé-Québec, Nicole sourit quand elle songe aux grands songes creux de sa mère. Jean Coutu vient de passer dans le grand couloir. C'est le troisième matin? Il aura sans doute une émission bientôt, songe Nicole. On verra ça sur l'horaire de janvier. Comme il a vieilli, pense encore Nicole! Cela lui va bien au fond, conclut-elle.

Le poste de la rue Saint-Hubert n'est pas du genre à couler dans le bronze ses projets de programmes. "Télé-Québec" est une entreprise jeune et dans le vent. M. Stillman n'a pas obtenu le précieux permis du BGR pour bâtir une station ennuyeuse. Quand une émission décline, qu'elle n'obtient plus la faveur du public: réunion d'urgence. Et, paf! L'émission vient de disparaître de l'horaire. Nicole décroche le téléphone. Pause-café.

Nicole Marceau ne sait pas qui elle est. Elle en a convenu, hier midi. Roger Bleau l'a invitée à dîner. Il est jeune, fier, un peu agressif. Il est même parfois arrogant. Il travaille à la publicité. "Télé-Québec" est, pour ce jeune ambitieux, un merveilleux champ d'essai. Il a fait les Hautes études commerciales, grâce à l'aide de son oncle Léo Bleau, son parrain. Hier, rendu au dessert Roger lui a déclaré subitement: "Nicole, tu m'as l'air d'une fille sérieuse, t'es cute à mort, c'est un fait. Ça peut t'aider. Si tu veux je peux t'aider aussi. Moi je n'ai pas l'intention de moisir à mon petit poste d'assistant aux relations publiques. Ensemble, on pourrait arranger un deal."

Nicole a un peu de misère à bien comprendre ce que Bleau lui veut exactement. "Ecoute Roger, tu sais bien que je peux pas t'aider. Quant à moi, tu peux pas m'aider non plus. J'aime ma place. J'ambitionne pas avoir plus. Pas pour le moment en tous les cas. Je sors de l'école, j'ai dix-neuf ans, pas d'expérience".

- "Oh la la, ma pauvre vieille! Fais attention, tu pourrais te ramasser encore à ton petit pupitre dans cent ans, à écrire des lettres sur ta machine. Je te propose un plan de longue haleine. Si tu veux, tous les deux, on va grimper. Et puis vite en maudit."

Et le beau Roger lui explique en long et en large, d'abord, d'où il vient, famille nombreuse, père faux-cultivateur de l'Assomption, nichée d'enfants pas instruits, pas brillants non plus, lui, Roger, le seul qui a de bonnes notes, l'oncle Léo qui le prend en mains. Et puis il lui dit qu'il veut gagner de gros salaires, qu'ils sont dans la "bonne business" - selon l'expression de Roger - pour y arriver. "Un jour, s'exclame-t-il, je serai le gérant général du poste et si tu le veux tu seras mon assistante." Et Nicole, la petite Nicole qui sort de l'école comme elle a dit, découvre un ambitieux parmi des milliers et des milliers d'ambitieux, elle découvre le calcul, l'espoir démesuré. Elle n'a pas osé lui dire mais, vraiment, quand elle a obtenu cette place de secrétaire de l'adjoint au directeur du "Service aux commanditaires", elle a cru qu'elle était enfin installée dans la vie active pour le reste de ses jours. A moins... le mariage! - "Le mariage! La bonne farce, Nicole. Si tu tombes dans ce piège-là, je te jette en bas du pont Jacques-Cartier." Bleau était féroce. Pour ce beau jeune homme, la vie s'annonçait comme un "départ" sur une piste de courses. Il y avait des gens dans les estrades, de belles filles, des friandises. On faisait des paris. On jouait dur et, lui, il allait gagner.

Tout cela, ce récit dynamique et rageur à la fois, Nicole l'écoutait avec terreur.

A SUIVRE